

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204323]

**3 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux aides agro-environnementales et climatiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles, D.4, D.17, D.242, D.243 et D.249;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 février 2015;

Vu le rapport du 5 février 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 26 février 2015 et du 18 juin 2015;

Vu l'avis 57.818/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de permettre l'application de la nouvelle programmation européenne;

Considérant que le programme wallon de développement rural, tel qu'approuvé par le Gouvernement wallon et adopté par la Commission européenne le 20 juillet 2015 doit être mis en œuvre;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

2° bénéficiaire : tout agriculteur, tout groupement d'agriculteur ou tout groupement d'agriculteur et d'autre gestionnaire de terres qui s'engage volontairement à exécuter des opérations consistant en un ou plusieurs engagements agro-environnementaux et climatiques sur des terres agricoles;

3° conditionnalité : les exigences réglementaires en matière de gestion et les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales mentionnées aux articles 91 à 101 du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil, et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 wallon fixant les règles relative à la conditionnalité en matière agricole et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

4° cahier des charges : les obligations à respecter par le bénéficiaire d'aide pour chacune des méthodes et des sous-méthodes prévues au titre de mesure agro-environnementale et climatique;

- 5° demande d'aide : la demande d'aide au sens de l'article 2, § 1^{er}, 3, du règlement n° 640/2014;
- 6° demande de paiement : la demande de paiement au sens de l'article 2, § 1^{er}, 4, du règlement n° 640/2014;
- 7° engagement : l'ensemble des conditions prévues au cahier des charges que le bénéficiaire accepte de respecter suite à sa demande d'aide;
- 8° la ligne de base des engagements : ensemble des normes obligatoires établies en application du titre VI, chapitre I^{er}, du règlement (UE) n° 1306/2013, des critères pertinents et des activités minimales établies en application de l'article 4, § 1^{er}, point c), sous ii) et iii), du règlement (UE) n° 1306/2013, des exigences minimales applicables à l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires, ainsi que des autres exigences obligatoires pertinentes établies par le droit fédéral et régional tel que visé à l'article 29, § 2, du règlement n° 1305/2013;
- 9° méthode : chacune des sous-mesures définies dans le programme wallon de développement rural au titre de la mesure agro-environnement-climat définie à l'article 28 du règlement n° 1305/2013 pour laquelle un cahier des charges à respecter par le bénéficiaire et un montant d'aide sont prévus dans le programme wallon de développement rural;
- 10° Ministre : le Ministre de l'Agriculture;
- 11° terres agricoles : les terres agricoles au sens de l'article 28, § 2, du règlement 1305/2013 comprenant la surface agricole au sens de l'article 4, § 1^{er}, e), du règlement n° 1307/2014 et les autres terres agricoles;
- 12° autres terres agricoles : superficies non admissibles comme surface agricole au sens de l'article 4, § 1^{er}, e), du règlement n° 1307/2014 dans lesquelles l'herbe et les plantes fourragères herbacées représente moins de 50 % de couverture de la surface en raison de la présence d'arbres, d'arbustes, de plantes non herbacées, de pierriers ou de mares, mais qui sont néanmoins déclarées comme « prairies » et qui sont effectivement accessibles et pâturées par le bétail;
- 13° période de programmation : la période qui couvre un programme de développement rural pour une durée déterminée par la législation européenne;
- 14° programme wallon de développement rural : le programme au sens de l'article 6 du règlement n° 1305/2013;
- 15° prairie : toute prairie ou culture fruitière pluriannuelle-haute tige déclarée au système intégré de gestion et de contrôle, en abrégé : « SIGeC », pour l'année en cours, à l'exception des prairies temporaires;
- 16° règlement n° 1305/2013 : le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;
- 17° règlement n° 1307/2013 : le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;
- 18° règlement n° 1306/2013 : le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;
- 19° règlement n° 807/2014 : le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;
- 20° règlement n° 809/2014 : le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;
- 21° règlement n° 640/2014 : le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;
- 22° Sanitrace : le système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux utilisé par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;
- 23° site Natura 2000 : tout site Natura 2000 au sens de l'article 1^{er}, 18°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 24° surface d'intérêt écologique : toute surface au sens de l'article 48 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;
- 25° surface de compensation écologique : la surface agricole pour laquelle un bénéficiaire perçoit une rémunération d'un tiers privé en compensation d'une contrainte sur une surface agricole, cette contrainte faisant l'objet d'une convention entre le bénéficiaire et le tiers, tel que la surface de compensation suite au placement d'une éolienne sur une surface agricole.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. Les aides agro-environnementales et climatiques s'appliquent sur les terres agricoles situées en Région wallonne, et déclarées par un bénéficiaire dans la demande unique comme faisant l'objet d'un engagement pour une méthode agro-environnementale et climatique telle que citée dans le programme wallon de développement rural.

Les aides agro-environnementales et climatiques s'appliquent aux unités de production situées en Région wallonne, et qui font l'objet d'un engagement pour une méthode agro-environnementale et climatique telle que citée dans le programme wallon de développement rural.

Art. 3. La mise en œuvre d'une ou de plusieurs des méthodes ou sous-méthodes suivantes peuvent faire l'objet d'aides agro-environnementales et climatiques au sens de l'article 28 du règlement n° 1305/2013 :

- 1° méthode 1 : éléments du maillage, comprenant les haies et bandes boisées, les arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers à haute tige et les mares;
- 2° méthode 2 : prairies naturelles;
- 3° méthode 3 : prairies inondables;
- 4° méthode 4 : prairies de haute valeur biologique;

- 5° méthode 5 : tournières enherbées;
- 6° méthode 6 : cultures favorables à l'environnement;
- 7° méthode 7 : parcelles aménagées;
- 8° méthode 8 : bandes aménagées;
- 9° méthode 9 : autonomie fourragère;
- 10° méthode 10 : plan d'action agro-environnemental;
- 11° méthode 11 : races locales menacées.

Art. 4. § 1^{er}. Les méthodes reprises à l'article 3 comprennent :

- 1° les méthodes de base;
- 2° les méthodes ciblées.

Les méthodes visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, nécessitent un avis d'expert conformément à l'article 12.

§ 2. Le Ministre est habilité à définir les méthodes ciblées en conformité avec le programme wallon de développement rural.

§ 3. Conformément au programme wallon de développement rural, pour les méthodes 2, 3, 4 et 9, les engagements sont uniquement pris pour des prairies.

Conformément au programme wallon de développement rural, pour les méthodes 5 à 8, les engagements sont uniquement pris sur des cultures sous labour pour les superficies agricoles mentionnées dans la demande unique.

Le Ministre est habilité à définir la notion de culture sous labour.

Art. 5. § 1^{er}. Conformément au programme wallon de développement rural, le Ministre définit le cahier des charges à respecter sur l'exploitation ou sur les surfaces de celle-ci pour obtenir les aides correspondantes.

Le cahier des charges reprend les montants des aides octroyées par méthode tels que prévus au programme wallon de développement rural.

Il reprend et complète suivant le programme wallon de développement rural :

- 1° les éléments admissibles à l'aide;
- 2° la localisation des éléments ou des surfaces pour lesquels le bénéficiaire peut introduire une demande d'aide;
- 3° la taille des éventuels éléments repris dans chaque méthode;
- 4° les interventions ou les travaux autorisés ou interdits sur les terres agricoles, les éléments du maillage, les animaux, les unités de production ou les exploitations concernées par les méthodes;
- 5° les dates auxquelles le bénéficiaire peut réaliser des actes, travaux ou certains types d'intervention relatifs aux méthodes et sous-méthode énoncées à l'article 3;
- 6° l'obligation d'avoir un avis de l'expert au sens du chapitre 5 ainsi qu'éventuellement son contenu;
- 7° la composition d'éventuels mélanges pour certaines méthodes;
- 8° les utilisations autorisées ou interdites des produits phytosanitaires et les engrais sur les terres agricoles ou sur des éléments du maillage;
- 9° la liste des races locales menacées admissibles à l'aide de la méthode 11 : races locales menacées;
- 10° les modalités d'évaluation au terme de l'engagement du bénéficiaire pour la méthode 10 : plan d'action environnemental eu égard aux objectifs initialement fixés.

§ 2. En ce qui concerne la méthode 10, plan d'action agro-environnemental, l'aide de maximum 3.500 euros par exploitation est calculée annuellement selon la formule suivante :

$$\text{Aide (Euros)} = 20 X + 0,10 Y + 50 Z$$

dans laquelle :

X = nombre d'hectares tel qu'établi sur la base de la demande unique et demande d'aides du bénéficiaire pour l'année d'introduction de la demande d'aide, plafonné à 50.

Y = montant de l'ensemble des autres aides agro-environnementales tel qu'établi sur la base de la demande unique et demande d'aides du bénéficiaire pour l'année d'introduction de la demande d'aide;

Z = le nombre d'hectares de l'autonomie protéique tel que précisé par le Ministre.

CHAPITRE III. — Introduction de la demande d'aide et de la demande de paiement agro-environnementale et climatique

Art. 6. § 1^{er}. Le bénéficiaire introduit une demande d'aide au plus tard à une date définie par le Ministre.

L'organisme payeur met à disposition du bénéficiaire un formulaire de demande d'aide sur son site internet ou auprès du service territorial de son ressort.

Le formulaire de demande d'aide contient toutes les informations nécessaires à la mission de l'organisme payeur et contient au minimum les informations suivantes :

- 1° l'identification du bénéficiaire;
- 2° l'identification des terres agricoles de l'exploitation faisant l'objet de la demande d'aide;
- 3° la ou les méthodes choisies par le bénéficiaire;
- 4° une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il s'engage à respecter le cahier des charges de la méthode ou sous-méthode à partir 1^{er} janvier ;
- 5° une information concernant l'obligation d'obtenir l'avis d'expert visé à l'article 12;
- 6° une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il a pris connaissance des conditions applicables aux mesures de développement rural concernées.

Chaque méthode ou sous-méthode à laquelle le bénéficiaire souscrit dans sa demande d'aide constitue un engagement distinct.

L'organisme payeur envoie, au plus tard pour une date définie par le Ministre mais précédant le début de son engagement, un courrier confirmant au bénéficiaire que sa demande d'aide répond aux conditions visées à l'alinéa 3 et que son engagement démarre le 1^{er} janvier suivant.

§ 2. La demande annuelle de paiement est introduite via le formulaire de demande unique conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015.

La demande de paiement est accompagnée des éventuelles pièces justificatives demandées par l'organisme payeur dans la demande unique, conformément à l'article D.30 du Code wallon de l'Agriculture.

§ 3. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 s'applique à toute modification éventuelle de la demande d'aide ou de la demande de paiement pour autant qu'un contrôle sur place n'ait pas eu lieu et n'ait pas révélé des irrégularités avant la modification.

Art. 7. L'engagement pour une aide agro-environnementale et climatique a une durée minimale de cinq ans.

A l'issue de la période de cinq ans, l'engagement peut être prolongé deux fois pour une période d'un an.

Si le bénéficiaire souhaite reprendre un engagement à l'issue de son engagement initial, il introduit une nouvelle demande d'aide selon les formes et les modalités de l'article 6, sous peine d'irrecevabilité de sa demande d'aide et de paiement.

Toutes les dispositions relatives à la demande d'aide sont applicables à la demande de prolongation prévue à l'alinéa 3.

Art. 8. L'organisme payeur analyse la recevabilité de la demande d'aide et de la demande de paiement.

L'organisme payeur notifie par un document la recevabilité ou l'irrecevabilité de la demande d'aide et de la demande de paiement du bénéficiaire à une date définie par le Ministre.

*CHAPITRE IV. — Conditions relatives à la demande d'aide
et à la demande de paiement agro-environnementale et climatique*

Art. 9. § 1^{er}. La demande d'aide est recevable si le bénéficiaire :

1° est identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle « SIGeC », conformément aux articles D.20 à D.24 du Code wallon de l'Agriculture;

2° détient une unité de production située sur le territoire belge;

3° s'engage, dans sa demande d'aide, à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes aux conditions fixées par le Ministre, pendant une durée de cinq ans à partir du 1^{er} janvier qui suit l'introduction de la demande d'aide;

4° a entamé les démarches pour l'obtention de l'avis d'expert visé à l'article 12 uniquement pour les méthodes définies par le Ministre pour lesquelles un tel avis est obligatoire en vertu du programme wallon de développement rural;

5° est titulaire d'une expérience agricole suffisante visée à l'article 10.

§ 2. La demande de paiement n'est recevable que si elle satisfait aux conditions prévues au § 1^{er}, 1° et 2°, et qu'elle est introduite dans le formulaire de demande unique conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015.

§ 3. Le bénéficiaire est un agriculteur au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture.

Dans les cas déterminés par le Ministre, une méthode peut être ouverte à un gestionnaire de terre non-agriculteur au sens de l'article 28, § 2 du règlement n° 1305/2013.

Dans cette hypothèse, la demande d'aide est recevable uniquement si le bénéficiaire, gestionnaire de terre, satisfait aux conditions visées au paragraphe 1^{er}, 1°, 3°, 4° et 5°.

Art. 10. Le bénéficiaire est titulaire d'une expérience agricole suffisante au sens de l'article 9, § 1^{er}, 5°, lorsqu'il remplit l'une des conditions suivantes, il :

1° est titulaire d'un numéro d'agriculteur depuis au moins trois ans;

2° est titulaire d'une qualification suffisante au sens de l'article 19, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole;

3° dispose d'un avis du Comité d'installation justifiant une expérience pratique en application de l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole ou de l'article 58, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

4° dispose d'une expérience pratique de trois ans à titre principal comme aidant ou à temps plein comme salarié agricole ou horticole.

Lorsque le bénéficiaire est une société ou une association sans personnalité juridique ou une personne morale, l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°, s'apprécie à l'aune de la qualification ou de l'expérience utile d'une personne qui dispose d'un pouvoir de gestion sur la société ou l'association sans personnalité juridique ou la personne morale.

Art. 11. La demande d'aide et la demande de paiement sont admissibles si le bénéficiaire :

1° exploite sur le territoire de la Région wallonne les terres agricoles pour lesquelles le bénéficiaire sollicite les aides agro-environnementales et climatiques;

2° désigne dans la demande d'aide les terres agricoles sur lesquelles le bénéficiaire exécute son engagement;

3° ne fait pas l'objet d'une mesure de retrait, de refus ou de sanction administrative retirant le droit d'obtenir l'aide ou le paiement sollicité.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, le bénéficiaire déclare que les terres agricoles désignées ne sont pas incluses dans une surface de compensation écologique ou dans une surface d'intérêt écologique non compatible avec les aides agro-environnementales et climatiques.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, la demande d'aide ou de paiement est considérée comme inadmissible, pour les terres agricoles situées, soit :

1° hors du territoire de la Région wallonne;

2° dans une surface de compensation écologique;

3° dans une surface d'intérêt écologique, sauf en cas de compatibilité telle que précisée par le Ministre.

Si le bénéficiaire souhaite cumuler plusieurs méthodes sur une même terre agricole, les nouveaux engagements sont admis uniquement si ce cumul est autorisé par le Ministre en conformité avec le programme wallon de développement rural.

Le cumul de deux engagements pour les mêmes méthodes sur les mêmes terres agricoles est interdit.

CHAPITRE V. — *Avis d'expert pour les méthodes ciblées*

Art. 12. § 1^{er}. Pour mettre en œuvre les méthodes ciblées telles que définies par le Ministre, le bénéficiaire sollicite un avis d'expert.

L'organisme payeur désigne les experts compétents visés à l'alinéa 1^{er}, sur base des critères et de la procédure déterminée par le Ministre.

L'avis d'expert est rendu dans le respect de l'article 28, § 4, du règlement n° 1305/2013 au plus tard à une date fixée par le Ministre pour les méthodes ciblées pour lesquelles un tel avis est obligatoire en vertu d'un cahier des charges.

§ 2. L'expert peut modifier son avis par une décision spécialement motivée, compte tenu de l'évolution agro-environnementale et climatique de la terre agricole.

La décision est notifiée par l'expert à l'organisme payeur ou à l'organisme délégué par celui-ci en matière de contrôle et elle est applicable à l'engagement en cours dès la date de réception de la modification par le bénéficiaire de l'aide.

§ 3. L'expert peut retirer son avis par une décision spécialement motivée, compte tenu de l'évolution agro-environnementale et climatique de la terre agricole.

La décision est notifiée par l'expert à l'organisme payeur et à l'organisme délégué par celui-ci en matière de contrôle et elle est effective au 1^{er} janvier qui suit la notification.

Si cette décision est motivée par une mauvaise gestion de la part du bénéficiaire, l'organisme payeur, en fonction de la gravité, de la persistance et de l'étendue des actes qui ont motivé ce retrait applique les réductions d'aides telles que prévues à l'article 28.

§ 4. En cas d'insuffisance de fond, lorsqu'il est fait application de l'article 17, pour les mesures concernées, l'expert ne rend plus d'avis.

§ 5. Le bénéficiaire peut introduire un recours selon les modalités définies par le Ministre contre les décisions relatives à un avis d'expert, prises en vertu de l'article 12, dans le respect des articles D.17, D.18 et D.257 du Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE VI. — *Engagements*

Art. 13. Les engagements pour la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des méthodes ou sous méthodes, portent sur les éléments agro-environnementaux et climatiques durant toute la durée de l'engagement visée à l'article 9, § 1^{er}, 3°.

Un engagement à mettre en œuvre la méthode 6, culture favorable à l'environnement, mentionné à l'article 3, alinéa 2, qui peut permettre une rotation, suivant les conditions définies par le Ministre, peut porter chaque année sur des terres agricoles différentes déclarées par le bénéficiaire pour autant que la méthode couvre une superficie au moins égale à celle prévue dans sa demande d'aide, ou dans sa demande annuelle de paiement si son engagement initial a été augmenté.

Art. 14. Conformément à l'article 28, § 3, du règlement 1305/2013, les engagements vont au-delà des normes qui constituent la ligne de base des engagements.

CHAPITRE VII. — *Paiement*

Art. 15. § 1^{er}. Les aides agro-environnementales et climatiques sont payées sur une période de cinq ans par tranches annuelles. La période couverte par une tranche annuelle débute le 1^{er} janvier de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Chaque tranche annuelle est versée au bénéficiaire qui a introduit sa demande de paiement annuelle correspondante pour autant que :

1° toutes les conditions des engagements soient respectées durant la période couverte par la tranche visée;

2° et que le bénéficiaire remplisse, durant toute la période de son engagement, les conditions visées à l'article 9, § 1^{er}, 1° à 3°.

§ 2. Conformément à l'article 75, § 1^{er}, alinéa 4, du règlement n° 1306/2013, des avances peuvent être versées, avant le 1^{er} décembre et uniquement à partir du 16 octobre, allant jusqu'à 75 pour cent pour l'aide accordée au titre du développement rural, visée à l'article 67, § 2, du règlement n° 1306/2013.

Conformément à l'article 75, § 2, du règlement n° 1306/2013, aucun paiement lié à une méthode ou à un ensemble d'opérations n'est effectué avant que les contrôles relatifs aux critères d'admissibilité ne soient finalisés.

Art. 16. Pour le paiement des aides agro-environnementales et climatiques :

1° chaque tranche annuelle est payée au cours de la période comprise entre le 1^{er} décembre de l'année civile correspondant à celle de la tranche annuelle et le 30 juin de l'année civile suivante;

2° les tranches annuelles sont établies sur la base de la demande de paiement que le bénéficiaire introduit chaque année dans la demande unique et des contrôles administratifs ou effectués sur place, conformément à l'article 24, § 1^{er}, du règlement n° 809/2014;

3° pour chaque année, une notification du montant des aides octroyées, reprenant le calcul des aides, est envoyée au bénéficiaire après le paiement de celles-ci.

Art. 17. Les paiements agro-environnementaux et climatiques sont versés au bénéficiaire dans la limite du crédit budgétaire disponible.

En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les bénéficiaires ne peuvent plus prendre de nouveaux engagements pour certaines méthodes.

Le Ministre détermine les méthodes pour lesquelles le bénéficiaire ne prend plus de nouveaux engagements, en tenant compte :

1° du ciblage des méthodes en conformité avec les législations européennes, de leur coût et de leur bénéfice en termes agro-environnementaux et climatiques;

2° du degré d'atteinte des objectifs fixés pour la méthode dans le programme wallon de développement rural.

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 2, l'organisme payeur en informe les bénéficiaires en publiant l'information sur le portail internet de la Région wallonne.

CHAPITRE VIII. — *Changements de l'engagement*

Section 1^{re}. — Transfert d'exploitation

Art. 18. § 1^{er}. Conformément à l'article 47, § 2, du règlement n° 1305/2013 et à l'article 8 du règlement n° 809/2014, en cas de transfert de tout ou partie des terres agricoles concernées par l'engagement, ou en cas de transfert de l'entière de l'exploitation, le repreneur peut reprendre l'engagement du bénéficiaire cédant pour la période restant à courir.

S'il décide de reprendre l'engagement concerné, le bénéficiaire repreneur succède aux droits et obligations du bénéficiaire cédant en ce qui concerne ces engagements.

Le bénéficiaire cédant ne rembourse pas les aides pour la période pendant laquelle l'engagement a été effectif, quel que soit le choix du repreneur.

§ 2. Le transfert des terres agricoles ou de l'exploitation est notifié à l'organisme payeur par écrit par le repreneur et le cédant par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D. 15 du Code wallon de l'Agriculture.

Si, par application du chapitre 11, section 2, l'engagement repris est arrêté, le repreneur rembourse toutes les aides qui lui ont été versées au titre de l'engagement en cours, ainsi que les aides concernées versées au cédant depuis le début de l'engagement qu'avait pris ce dernier.

§ 3. Un transfert est considéré avoir eu lieu le premier jour de la période annuelle telle que visée à l'article 15, alinéa 1^{er}, de l'année de la notification du transfert. Le bénéficiaire cédant bénéficie des aides correspondantes à la période annuelle précédant celle durant laquelle la notification du transfert a eu lieu pour autant que toutes les conditions de recevabilité et d'admissibilité, ainsi que les engagements, aient été respectés par lui-même.

Le repreneur bénéficie des aides à partir de l'année de la notification, pour autant que les conditions visées aux articles 9, § 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 5°, et 11, soient remplies par le repreneur et que les engagements aient été effectifs.

Un transfert peut être effectué par le biais d'une modification organisée à l'article 6, § 3. Dans ce cas, le transfert est considéré avoir été notifié pendant la période annuelle de cette modification.

Si le repreneur ne respecte pas les conditions durant la période annuelle de cette notification telle que visée à l'alinéa 2, les aides pour la période annuelle durant laquelle le transfert a eu lieu sont réduites ou remboursées par le repreneur, ainsi que, le cas échéant, les aides versées pour les périodes antérieures.

Les conditions de recevabilité et d'admissibilité des engagements transférés sont vérifiées en fonction de ces engagements transférés, sans que les méthodes auxquelles le bénéficiaire repreneur a déjà souscrit avant le transfert ne soient prises en compte dans le cadre de cette vérification.

§ 4. Lorsqu'un échange de terres agricoles sur lesquels un engagement a été pris a lieu, l'engagement continue à s'appliquer sur ces terres agricoles. Dans un tel cas, l'agriculteur engagé communique dans le cadre de la convention d'échange l'existence de cet engagement que le preneur s'engage à respecter.

Section 2. — Transformation de l'engagement

Art. 19. § 1^{er}. La transformation d'un engagement en un autre durant sa période d'exécution est autorisée par l'organisme payeur pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

1° la demande est conforme aux conditions énoncées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du règlement n° 807/2014;

2° la demande de transformation est introduite selon le délai et les modalités fixées par le Ministre;

3° la transformation demandée est une transformation autorisée en vertu du paragraphe 2;

4° toutes les conditions d'admissibilité de la nouvelle méthode sont rencontrées;

5° si la transformation consiste en un nouvel engagement pour une méthode ciblée, l'avis d'expert, prévu à l'article 12, est joint à la demande de transformation.

En cas d'acceptation, conformément à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement n° 807/2014, un nouvel engagement de cinq ans pour la nouvelle méthode ou sous-méthode pratiquée prend cours l'année d'introduction de la demande de transformation et un remboursement des paiements déjà réalisés depuis le début de l'engagement n'est pas exigé.

§ 2. Les transformations autorisées sont fixées par le Ministre dans le respect de l'article 14 du règlement n° 807/2014 et du programme de développement rural.

Section 3. — Adaptation

Art. 20. Conformément à l'article 47, § 6, du règlement n° 1305/2013 et en application de l'article 14, § 2, du règlement n° 807/2014, à condition que des objectifs de l'engagement initial soient respectés, les engagements peuvent être adaptés par le Ministre au cours de la période de leur exécution, tant via une modification opérée au cahier des charges que par la prolongation de la durée de l'engagement pour autant que cette adaptation soit prévue par le programme wallon de développement rural approuvé conformément aux articles 10 et 11 du règlement n° 1305/2013.

Le Ministre est habilité à compléter la procédure d'adaptation et à ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales, requises pour le traitement des adaptations, dans le respect de la législation européenne.

Le bénéficiaire respecte l'engagement adapté.

Section 4. — Extension et remplacement de l'engagement

Art. 21. § 1^{er}. Lorsque le bénéficiaire accroît la superficie de son exploitation ou lorsque la surface sur laquelle porte un engagement dans une exploitation est augmentée, l'extension de l'engagement est permise dans le respect de l'article 15, § 1^{er}, du règlement n° 807/2014.

L'engagement est étendu pour couvrir les surfaces supplémentaires, à condition que la demande d'extension :

- 1° respecte les conditions énoncées à l'article 15, § 2, du règlement n° 807/2014;
- 2° soit introduite dans les délais et selon les modalités fixées par le Ministre;
- 3° concerne une superficie égale ou inférieure à 50 pour cent de la superficie initiale.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, une superficie est égale ou inférieure à 50 pour cent de la superficie initiale lorsque les superficies totales faisant l'objet de la demande d'extension, augmentées des superficies totales ayant fait antérieurement l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, sont égales ou inférieures à 50 pour cent de la superficie totale initialement engagée dans la demande d'aide.

En cas d'acceptation, l'extension prend cours l'année d'introduction de la demande d'extension. Le bénéficiaire respecte l'engagement étendu pour le reste de la durée de l'engagement initial.

Un remboursement n'est pas exigé pour les paiements des années précédentes.

§ 2. Dans le respect de l'article 15, §§ 1^{er} et 3, du règlement n° 807/2014, lorsque le bénéficiaire accroît la superficie de son exploitation ou lorsque la surface sur laquelle porte un engagement dans une exploitation est augmentée, le remplacement de l'engagement par un nouvel engagement est autorisé.

Le nouvel engagement se substitue à l'engagement existant, à condition que :

- 1° les conditions prévues à l'article 15, § 3, du règlement n° 807/2014 soient respectées;
- 2° toutes les conditions d'admissibilité de la nouvelle méthode ou sous-méthode telles que précisées par le Ministre soient rencontrées;
- 3° l'avis d'expert, prévu à l'article 12, soit, le cas échéant, adapté et joint à la demande de remplacement;
- 4° la demande de remplacement soit introduite selon le délai et les modalités fixées par le Ministre;
- 5° la méthode ou la sous-méthode concernée par le nouvel engagement est la même que celle concernée par l'engagement remplacé;
- 6° la demande de remplacement ne concerne pas un engagement pour une méthode pour laquelle le remplacement est interdit par le Ministre;
- 7° concerne une superficie supérieure à 50 pour cent de la superficie initiale.

Pour l'application de l'alinéa 2, 7°, une superficie est supérieure à 50 pour cent de la superficie initiale lorsque les superficies totales faisant l'objet de la demande de remplacement, augmentées des superficies totales ayant fait antérieurement l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, sont supérieures à 50 pour cent de la superficie totale initialement engagées dans la demande d'aide.

En cas d'acceptation, un nouvel engagement de cinq ans pour la nouvelle méthode ou sous-méthode pratiquée prend cours l'année d'introduction de la demande de transformation et un remboursement n'est pas exigé pour les paiements des périodes précédentes.

Section 5. — Révision de l'engagement

Art. 22. § 1^{er}. Conformément à l'article 48, alinéa 1^{er}, du règlement n° 1305/2013, en cas de modification de la ligne de base des engagements en cours, prévue à l'article 14, l'organisme payeur révisé ces engagements.

La révision mentionnée à l'alinéa 1^{er} consiste en un arrêt des engagements si la ligne de base est relevée au même niveau que le cahier des charges.

§ 2. Conformément à l'article 48, alinéa 2, du règlement n° 1305/2013, si un engagement va au-delà de la période de programmation européenne en cours, l'organisme payeur révisé l'engagement pour l'adapter au cadre réglementaire de la période de programmation européenne suivante. Cette révision prend effet au 1^{er} jour de la programmation suivante.

§ 3. L'organisme payeur procède aux révisions nécessaires des engagements en cours aux fins d'éviter le double financement des pratiques visées à l'article 43, du règlement n° 1307/2013 en cas de modifications desdites pratiques.

§ 4. Si la révision de l'engagement prévue aux paragraphes 1^{er}, 2 ou 3, permet au bénéficiaire de le poursuivre sur base d'un cahier des charges modifié, les montants des aides versées sont revus sur la base de la modification du cahier des charges.

Si la révision prévue aux paragraphes 1^{er}, 2 ou 3, n'est pas acceptée par le bénéficiaire, l'engagement prend fin et le bénéficiaire ne rembourse pas les aides déjà reçues pour les périodes pendant laquelle l'engagement a été effectif.

§ 5. L'organisme payeur informe le bénéficiaire de l'application des paragraphes 1^{er}, 2 et 3, par voie de presse ou par courrier individuel.

CHAPITRE IX. — Registre d'exploitation

Art. 23. Le bénéficiaire tient un registre d'exploitation, tel que prévu à l'article 61, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 lorsqu'il s'est engagé dans une méthode non ciblée.

CHAPITRE X. — Cas de force majeure, de circonstances exceptionnelles et d'erreur manifeste

Art. 24. Le remboursement de l'aide perçue n'est pas exigé dans les cas de force majeure et dans les circonstances exceptionnelles visées à l'article 2, § 2, du règlement n° 1306/2013.

Dans les éventualités reprises à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire, ou ses ayants-droits, informent par écrit l'organisme payeur, en notifiant des pièces justificatives, dans les quinze jours ouvrables à compter du jour où il est en mesure de le faire, conformément à l'article 4, § 2, du règlement n° 640/2014.

Dans les éventualités reprises à l'alinéa 1^{er}, l'aide est proportionnellement retirée conformément et selon les modalités prévues à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement n° 640/2014.

Art. 25. § 1^{er}. Conformément à l'article 59, § 6, du règlement n° 1306/2013, la demande d'aide peut être adaptée à tout moment après son dépôt en cas d'erreur manifeste admise par l'organisme payeur.

§ 2. L'article 7, § 3, du règlement n° 809/2014 est applicable suite à une erreur de l'organisme payeur ou d'un organisme délégué de l'organisme payeur.

Art. 26. Conformément à l'article 47, § 3, du règlement n° 1305/2013, le bénéficiaire qui n'est plus à même de respecter ses engagements, en tout ou en partie, du fait que son exploitation fait l'objet d'un aménagement foncier ou d'autres interventions publiques similaires d'aménagement foncier, le notifie à l'organisme payeur, par écrit, avant la date de prise d'occupation.

L'organisme payeur adapte les engagements à la nouvelle condition de l'exploitation, le cas échéant, en concertation avec l'expert, lorsque la méthode requiert un avis d'expert, et selon ses instructions.

L'organisme payeur ou, le cas échéant, l'organisme délégué, notifie au bénéficiaire le contenu des engagements adaptés.

Si l'adaptation se révèle impossible, l'engagement prend fin. Les aides perçues sont remboursées à l'exception des aides concernant la période pendant laquelle l'engagement a été effectif. L'organisme payeur notifie la fin de l'engagement.

CHAPITRE XI. — *Contrôle, réduction et remboursement*

Section 1^{re}. — Contrôle

Art. 27. § 1^{er}. L'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle vérifie le respect des :

1° conditions de recevabilité et d'admissibilité des aides ainsi que le respect des engagements à exécuter suivant le cahier des charges des méthodes et des sous-méthodes;

2° conventions conclues dans le cadre des méthodes visées qui nécessitent la conclusion de telles conventions.

§ 2. Tout refus de contrôle ou obstacle à celui-ci par un bénéficiaire entraîne de plein droit une réduction ou une perte de l'aide, sauf dans les cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles.

A l'issue des contrôles administratifs ou sur place, les régimes de réductions, de refus, de retraits et de sanctions définis au titre II, chapitres III et IV, et au titre III du règlement n° 640/2014 sont d'application pour le calcul du montant de l'aide octroyée.

Section 2. — Réduction et remboursement des aides

Art. 28. § 1^{er}. Le non-respect des dispositions prévues ou prises en vertu du présent arrêté, ainsi que des conditions spécifiques définies dans l'avis d'expert en vertu de l'article 12, entraîne l'application des réductions, de refus, de retraits ou de sanctions conformément aux articles 5 et 6, du règlement n° 809/2014.

§ 2. La conséquence d'un non respect est déterminée par l'organisme payeur en fonction de la gravité, de l'étendue et du caractère persistant du manquement constaté dans le respect de l'article 35, du règlement n° 640/2014.

§ 3. Le régime de réduction et de refus des aides est réparti en sept niveaux, établis comme suit :

1° niveau 1 : avertissement avec obligation de remise en état de l'objet pour lequel l'engagement est souscrit dans le délai précisé dans l'avertissement par l'organisme payeur ou l'organisme délégué de celui-ci;

2° niveau 2 : réduction de 10 pour cent du paiement annuel pour la parcelle agricole considérée;

3° niveau 3 : réduction de 50 pour cent du paiement annuel pour la parcelle agricole considérée;

4° niveau 4 : suppression du paiement annuel pour la parcelle agricole considérée;

5° niveau 5 : suppression du paiement annuel pour la méthode considérée.

6° niveau 6 : suppression du paiement annuel pour la méthode considérée, arrêt de l'engagement pour la méthode considérée et récupération des montants perçus pour la méthode considérée depuis le début de l'engagement;

7° niveau 7 : suppression de la méthode et récupération des montants déjà perçus depuis le début de l'engagement et inaccessibilité de la méthode pendant deux ans.

§ 4. Le Ministre est habilité à établir une grille de réduction en fonction des manquements.

Dans des cas dument justifié, l'organisme payeur peut prononcer un niveau de réduction plus élevé ou plus bas que le niveau déterminé dans la grille de réduction en fonction de la gravité, de l'étendue et de la persistance du manquement constaté.

§ 5. Conformément à l'article 35, § 5, du règlement n° 640/2014, en cas de non-conformité qualifiée de grave au vu de l'ampleur des conséquences qu'elle entraîne eu égard à la finalité des engagements ou des obligations non respectées, le bénéficiaire est exclu de la méthode considérée pendant l'année civile en cause, ainsi que la suivante et l'aide lui est refusée, voire retirée en totalité.

Conformément à l'article 35, § 6, du règlement n° 640/2014, lorsqu'il est établi que le bénéficiaire a fourni de faux éléments de preuve aux fins de recevoir l'aide ou a omis de fournir les informations nécessaires par négligence, il est exclu d'une méthode ou d'un type d'opération identiques pendant l'année civile de la constatation et la suivante.

§ 6. Si plusieurs cas de non-respect des conditions sont constatés pour une même méthode ou pour une même parcelle agricole, le niveau de réduction d'aide retenu correspond au niveau le plus élevé.

En cas de récidive ou de persistance de l'irrégularité au cours de la même période d'engagement, le niveau de la réduction d'aide est majoré de deux niveaux.

Art. 29. Sans préjudice des articles 53 à 56 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, en cas de paiement indu, l'article 7 du règlement n° 809/2014 et les articles D.258 à D.260 du Code wallon de l'Agriculture sont d'application.

CHAPITRE XII. — *Clause de contournement et dispositions pénales*

Art. 30. Conformément à l'article 60 du règlement n° 1306/2013, aucune des aides prévues par le présent arrêté n'est accordée en faveur des agriculteurs qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention ou de la majoration de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

Art. 31. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre 13 du Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE XIII. — *Délégations et dérogations*

Art. 32. § 1^{er}. Le responsable de l'organisme payeur ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace :

1° a la délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides agro-environnementales et climatiques afférentes aux méthodes agro-environnementales et climatiques;

2° arrête tout document explicatif des dispositions réglementaires à destination des agriculteurs et le canevas des rapports de contrôle.

§ 2. Le Ministre :

1° arrête la procédure interne et définit les documents nécessaires pour la demande d'avis d'expert visé à l'article 12;

2° fixe la liste des critères objectifs sur lesquels l'avis d'expert visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est établi et communique la liste au fonctionnaire dirigeant de l'organisme payeur.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 33. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'aide en cours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont soumises aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales :

1° les demandes d'aide ou les demandes de paiement introduites avant l'année 2015 et faisant l'objet d'un recours, à l'exception des demandes d'aides concernant un engagement qui commence au 1^{er} janvier 2015;

2° les demandes de paiement qui visent l'attribution d'une tranche annuelle couvrant un période antérieure à l'année 2015.

Art. 34. Pour 2015, pour les agriculteurs qui sont en médiation suite à une enquête publique relative à la désignation des sites Natura 2000 et qui ont signé une convention sur base d'un avis d'expert avant le 30 mars 2015 et qui ont respecté les éléments de l'avis de l'expert depuis le 1^{er} janvier 2015, ces agriculteurs sont considérés comme admissibles à l'aide relative à la méthode 4 « prairie à haute valeur biologique » pour les superficies concernées par l'avis de l'expert à partir du 1^{er} janvier 2015.

L'engagement est considéré pris pour une durée de cinq ans.

Art. 35. L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales est abrogé.

Art. 36. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204323]

**3. SEPTEMBER 2015. — Erlass der Wallonischen Regierung
über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsrichtlinien zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17, D.242, D.243 und D.249;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des am 30. Januar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 5. Februar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 5. Februar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 26. Februar 2015 und 18. Juni 2015;

Aufgrund des am 19. August 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.818/2/V;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Durchführung der neuen europäischen Programmplanung zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass das von der Wallonischen Regierung genehmigte und von der Europäischen Kommission am 20. Juli 2015 angenommene wallonische Programm für die ländliche Entwicklung einzuleiten ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

2° Beihilfeempfänger: jeder Landwirt, Zusammenschluss von Landwirten oder Zusammenschluss von Landwirten und anderen Landbewirtschaftern, der sich verpflichtet, freiwillig Vorhaben durchzuführen, die in einer oder mehreren Agrarumwelt- oder Klimaverpflichtungen auf landwirtschaftlichen Flächen bestehen;

3° Cross Compliance: die Grundanforderungen an die Betriebsführung und die Normen für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand im Sinne der Artikel 91 bis 101 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

4° Lastenheft: die von dem Beihilfeempfänger einzuhaltenden Verpflichtungen für jede der als Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme vorgesehenen Methoden oder Untermethoden;

5° Beihilfeantrag: der Stützungsantrag im Sinne von Artikel 2 § 1 Ziffer 3 der Verordnung Nr. 640/2014;

6° Zahlungsantrag: der Zahlungsantrag im Sinne von Artikel 2 § 1 Ziffer 4, der Verordnung Nr. 640/2014;

7° Verpflichtung: die gesamten Bedingungen, die im Lastenheft vorgesehen sind, und zu deren Einhaltung sich der Beihilfeempfänger infolge seines Beihilfeantrags verpflichtet;

8° Grundanforderungen der Verpflichtungen: Gesamtheit der in Anwendung von Titel VI, Kapitel I der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 festgelegten obligatorischen Normen, der einschlägigen Kriterien und der Mindesttätigkeiten in Anwendung von Artikel 4 § 1 c) unter ii) und iii) der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013, der Mindestanforderungen für den Einsatz von Dünge- und Pflanzenschutzmitteln sowie der sonstigen einschlägigen verpflichtenden Anforderungen gemäß dem föderalen und regionalen Recht im Sinne von Artikel 29 § 2 der Verordnung Nr. 1305/2013;

9° Methode: jede der in dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung bestimmten Untermaßnahmen, die als Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme im Sinne von Artikel 28 der Verordnung Nr. n° 1305/2013, für welche ein von dem Beihilfeempfänger einzuhaltendes Lastenheft und ein Beihilfebetrug in dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung vorgesehen sind, festgelegt sind;

10° Minister: der Minister für Landwirtschaft;

11° landwirtschaftliche Flächen: die Landwirtschaftsflächen im Sinne von Artikel 28 § 2 der Verordnung Nr. 1305/2013, die die landwirtschaftliche Fläche im Sinne von Artikel 4 § 1 e) der Verordnung Nr. 1307/2013 und die sonstigen landwirtschaftlichen Flächen umfasst;

12° sonstige landwirtschaftliche Flächen: nicht als landwirtschaftliche Flächen im Sinne von Artikel 4 § 1 e) der Verordnung Nr. 1307/2014 geltende Flächen, in denen Gras und andere Grünfütterpflanzen wegen des Vorhandenseins von Bäumen, Sträuchern, nicht krautartigen Pflanzen, Geröllen oder Tümpeln weniger als 50% der Fläche decken, die jedoch als "Grünland" angegeben sind und tatsächlich dem Vieh zugänglich sind und beweidet werden;

13° Programmplanungszeitraum: der Zeitraum, der ein Programm für die ländliche Entwicklung für eine im Rahmen der europäischen Gesetzgebung bestimmte Dauer abdeckt;

14° wallonisches Programm für die ländliche Entwicklung: das Programm im Sinne von Artikel 6 der Verordnung Nr. 1305/2013;

15 Grünland: jede Wiese oder jeder mehrjährige Anbau von hochstämmigen Obstbäumen, die bzw. der in dem integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem, abgekürzt:

“InVeKoS” für das laufende Jahr angegeben worden ist, mit Ausnahme des Grasanbaus;

16° Verordnung Nr. 1305/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

17° Verordnung Nr. 1307/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

18° Verordnung Nr. 1306/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

19° Verordnung Nr. 807/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

20° Verordnung Nr. 809/2014: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen für die ländliche Entwicklung und der Cross-Compliance;

21° Verordnung Nr. 640/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

22° Sanitrace: das von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette verwendete automatisierte System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

23° Natura 2000-Gebiet: jedes Natura-2000-Gebiet im Sinne von Artikel 1 Ziffer 18 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

24° im Umweltinteresse genutzte Fläche: Jede Fläche im Sinne von Artikel 48 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

25° ökologische Ausgleichsfläche: die Agrarfläche, für die ein Beihilfeempfänger als Ausgleich für eine bestimmte Belastung auf die Agrarfläche von einer privaten Drittperson eine Vergütung erhält, wobei diese Belastung Gegenstand einer Vereinbarung zwischen dem Beihilfeempfänger und der Drittperson ist, wie z.B. als Ausgleichsfläche infolge der Errichtung eines Windrads auf der Agrarfläche;

KAPITEL II — *Allgemeines*

Art. 2 - Die Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen finden Anwendung auf die in der Wallonischen Region gelegenen landwirtschaftlichen Flächen, die von einem Beihilfeempfänger in dem Sammelantrag als Gegenstand einer Verpflichtung für eine Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme im Sinne des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung angegeben worden sind.

Die Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen finden Anwendung auf die in der Wallonischen Region gelegenen Produktionseinheiten, die Gegenstand einer Verpflichtung für eine Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme im Sinne des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung sind.

Art. 3 - Die Durchführung einer oder mehrerer der folgenden Methoden oder Untermethoden kann Anlass auf Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen im Sinne von Artikel 28 der Verordnung Nr. 1305/2013 geben:

1° Methode 1: Elemente des landschaftlichen Netzwerks, nämlich die Hecken, die Gehölzstreifen, die alleinstehenden Bäume, Sträucher, Büsche und Haie, die hochstämmigen Obstbäume und die Tümpel.

2° Methode 2: naturnahes Grünland;

3° Methode 3: Überschwemmungsgrünland;

4° Methode 4: biologisch wertvolles Grünland;

5° Methode 5: begraste Wendestreifen;

6° Methode 6: umweltfreundlicher Ackerbau;

7° Methode 7: bepflanzte Ackerparzellen;

8° Methode 8: bepflanzte Ackerstreifen;

9° Methode 9: Futterautonomie;

10° Methode 10: agrarökologischer Aktionsplan;

11° Methode 11: Haltung bedrohter lokaler Rassen.

Art. 4 - § 1 - Die in Artikel 3 genannten Methoden umfassen:

1° die Basismethoden;

2° die gezielten Methoden.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Methoden bedürfen gemäß Artikel 12 eines Expertengutachtens.

§ 2 - Der Minister ist berechtigt, die gezielten Methoden in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung zu bestimmen.

§ 3 - Gemäß dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung werden die Verpflichtungen in den Methoden 2, 3, 4 und 9 nur für Grünland eingegangen.

Gemäß dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung werden bei den Methoden 5 bis 8 die Verpflichtungen nur auf gepflügten Kulturen für die in dem Sammelantrag angegebenen Agrarflächen eingegangen.

Der Minister ist berechtigt, den Begriff von gepflügter Kultur zu bestimmen.

Art. 5 - § 1 - Gemäß dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung bestimmt der Minister das Lastenheft, das auf dem Betrieb oder auf dessen Flächen einzuhalten ist, um die entsprechenden Beihilfen zu erhalten.

Das Lastenheft gibt die Beträge der gewährten Beihilfen je nach Methode an, die im wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung vorgesehen sind.

Es nennt und ergänzt nach dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung:

- 1° die beihilfefähigen Elemente;
- 2° die Lokalisierung der Elemente oder Flächen, für welche der Beihilfeempfänger einen Beihilfeantrag einreichen kann;
- 3° die Größe der eventuellen Elemente, die in jeder Methode angegeben sind;
- 4° die auf den landwirtschaftlichen Flächen zugelassenen oder verbotenen Eingriffe oder Arbeiten, die Elemente des landschaftlichen Netzwerks, Tiere, Produktionseinheiten oder Betriebe, die durch die Methoden betroffen sind;
- 5° die Daten, an denen der Beihilfeempfänger Handlungen, Arbeiten oder gewisse Arten von Eingriffen in Bezug auf die in Artikel 3 genannten Methoden und Untermethoden durchführen kann;
- 6° die Pflicht, das Expertengutachten im Sinne von Kapitel 5 einzuholen, sowie ggf. seinen Inhalt;
- 7° die Zusammensetzung von eventuellen Mischungen für gewisse Methoden;
- 8° die zugelassenen oder verbotenen Verwendungen der Dünge- und Pflanzenschutzmittel auf den landwirtschaftlichen Flächen oder auf den Elementen des landschaftlichen Netzwerks;
- 9° die Liste der für die Beihilfe der Methode 11 (Haltung bedrohter lokaler Rassen) beihilfefähigen bedrohten lokalen Rassen;
- 10° die Bewertungsmodalitäten nach Ende der Verpflichtung des Beihilfeempfängers für die Methode 10: agrarökologischer Aktionsplan angesichts der ursprünglich festgelegten Ziele.

§ 2 - Was die Methode 10 betrifft (agrarökologischer Aktionsplan), wird die Beihilfe von höchstens 3.500 Euro je Betrieb jährlich aufgrund der folgenden Formel berechnet:

$$\text{Beihilfe (Euro)} = 20 X - 0,10 Y + 50 Z$$

wobei:

X = Anzahl Ha, die aufgrund des Sammelantrags und des Beihilfeantrags des Beihilfeempfängers für das Jahr der Einreichung des Beihilfeantrags bestimmt wird, mit einem Höchstbetrag von 50.

Y = Anzahl der gesamten anderen Agrarumweltbeihilfen, die aufgrund des Sammelantrags und des Beihilfeantrags des Beihilfeempfängers für das Jahr der Einreichung des Beihilfeantrags bestimmt wird,

Z = Anzahl ha der Eiweiß-Autonomie, die vom Minister bestimmt wird.

KAPITEL III — Einreichung des Antrags auf eine Beihilfe und des Antrags auf eine Agrarumwelt- und Klimazahlung.

Art. 6 - § 1 - Der Beihilfeantrag wird spätestens am vom Minister festgelegten Datum vom Beihilfeempfänger eingereicht.

Die Zahlstelle stellt dem Beihilfeempfänger auf ihren Internetseiten oder bei der für ihn zuständigen territorialen Dienststelle ein entsprechendes Antragsformular zur Verfügung.

Das Antragsformular für die Beihilfe umfasst alle Informationen, die erforderlich sind, damit die Zahlstelle ihre Aufgaben erfüllen kann. Es umfasst zudem wenigstens die nachfolgenden Informationen:

- 1° die Identifizierung des Beihilfeempfängers;
- 2° die Identifizierung der landwirtschaftlichen Flächen des Betriebs, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind;
- 3° die von dem Beihilfeempfänger gewählte(n) Methode(n);
- 4° eine Erklärung des Beihilfeempfängers, durch die er sich verpflichtet, ab dem 1. Januar das Lastenheft der Methode oder Untermethode einzuhalten;
- 5° eine Information über die Pflicht, das Expertengutachten im Sinne von Artikel 12 einzuholen;
- 6° eine Erklärung des Beihilfeempfängers, aus der hervorgeht, dass er die Bedingungen, die auf die betreffenden Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung anwendbar sind, zur Kenntnis genommen hat.

Jede Methode oder Untermethode, für die der Beihilfeempfänger in seinem Beihilfeantrag eine Verpflichtung eingegangen ist, stellt eine getrennte Verpflichtung dar.

Die Zahlstelle schickt dem Beihilfeempfänger spätestens an einem vom Minister festgelegten Datum, das aber vor dem Anfang seiner Verpflichtung liegt, ein Schreiben zu, in dem bestätigt wird, dass sein Beihilfeantrag den Bedingungen nach Absatz 3 genügt, und dass seine Verpflichtung am folgenden 1. Januar anfängt.

§ 2. Der jährliche Zahlungsantrag wird mittels des Formulars des Sammelantrags gemäß Artikeln 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 eingereicht.

Dem Zahlungsantrag werden ggf. die Belege beigelegt, die von der Zahlstelle im Rahmen des Sammelantrags gemäß Artikel D.30 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft angefordert werden.

§ 3. Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 ist auf allfällige Änderungen des Beihilfeantrags oder des Zahlungsantrags anwendbar, unter der Bedingung, dass vor dieser Änderung keine Kontrolle vor Ort durchgeführt wurde, bei der Unregelmäßigkeiten festgestellt worden sind.

Art. 7 - Die Verpflichtung für eine Beihilfe für eine Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme hat eine Mindestlaufzeit von fünf Jahren.

Am Ablauf der Periode von fünf Jahren kann die Verpflichtung zweimal um eine Dauer von einem Jahr verlängert werden.

Falls der Beihilfeempfänger am Ende seiner ursprünglichen Verpflichtung eine neue Verpflichtung eingehen möchte, reicht er nach den in Artikel 6 angeführten Formen und Modalitäten einen neuen Beihilfeantrag ein, unter Gefahr der Unzulässigkeit seines Beihilfe- und Zahlungsantrags.

Alle Bestimmungen bezüglich des Beihilfeantrags gelten für den in Absatz 3 vorgesehenen Verlängerungsantrag.

Art. 8 - Die Zahlstelle untersucht die Zulässigkeit des Beihilfeantrags und des Zahlungsantrags.

Die Zahlstelle stellt dem Beihilfeempfänger an einem vom Minister festgelegten Datum ein Dokument zu, in dem sie ihm die Zulässigkeit oder die Unzulässigkeit seines Beihilfeantrags und seines Zahlungsantrags mitteilt.

*KAPITEL IV — Bedingungen in Bezug auf den Beihilfeantrag
und den Antrag auf eine Agrarumwelt- und Klimazahlung*

Art. 9 - § 1 - Der Beihilfeantrag ist zulässig, wenn der Beihilfeempfänger:

1° gemäß den Bestimmungen der Artikel D.20 bis D.24 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) bei der Zahlstelle identifiziert ist;

2° eine Produktionseinheit auf belgischem Gebiet besitzt;

3° sich in seinem Beihilfeantrag verpflichtet, eine oder mehrere der Methoden anzuwenden und zwar unter den vom Minister festgelegten Bedingungen für eine Dauer von fünf Jahren ab dem 1. Januar nach dem Einreichen seines Beihilfeantrags;

4° die Schritte eingeleitet hat, um das in Artikel 12 erwähnte Expertengutachten einzuholen für die von dem Minister festgelegten Methoden, für welche ein solches Gutachten aufgrund des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung erforderlich ist;

5° eine ausreichende landwirtschaftliche Erfahrung im Sinne von Artikel 10 hat.

§ 2 - Der Zahlungsantrag ist nur dann zulässig, wenn er den Bedingungen nach § 1 Ziffern 1 und 2 genügt, und gemäß Artikeln 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 mittels des Sammelantragsformulars eingereicht wird.

§ 3 - Der Beihilfeempfänger ist ein Landwirt im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

In den von dem Minister festgelegten Fällen kann eine Methode von einem Landbewirtschafter, der kein Landwirt ist, im Sinne von Artikel 28 § 2 der Verordnung Nr. 1305/2013 angewendet werden.

In dieser Hypothese ist der Beihilfeantrag nur dann zulässig, wenn der Beihilfeempfänger-Landbewirtschafter den in § 1 Ziffer 1, 3, 4 und 5 aufgeführten Bedingungen genügt.

Art. 10 - Der Beihilfeempfänger besitzt eine ausreichende landwirtschaftliche Erfahrung im Sinne von Artikel 9 § 1 Ziffer 5, wenn er eine der folgenden Bedingungen erfüllt: er

1° besitzt eine Landwirtnummer seit mindestens 3 Jahren;

2° besitzt eine ausreichende Qualifikation im Sinne von Artikel 19 § 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor;

3° verfügt über ein Gutachten des Ausschusses für die Niederlassung zum Nachweisen einer praktischen Erfahrung in Anwendung von Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor oder des Artikels 58 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

4° verfügt über eine praktische, hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft oder über eine praktische, vollzeitige Erfahrung als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer von drei Jahren.

Wenn der Beihilfeempfänger eine Gesellschaft oder ein Verein ohne Rechtspersönlichkeit oder eine juristische Person ist, wird Absatz 1 Ziffer 2, 3 und 4 aufgrund der Qualifikation oder der nützlichen Erfahrung einer Person beurteilt, die über eine Verwaltungsvollmacht in der Gesellschaft oder dem Verein ohne Rechtspersönlichkeit oder der juristischen Person verfügt.

Art. 11 - Der Beihilfeantrag und der Zahlungsantrag sind annehmbar, wenn der Beihilfeempfänger:

1° auf dem Gebiet der wallonischen Region landwirtschaftliche Flächen bewirtschaftet, für die der Beihilfeempfänger Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen beantragt;

2° in dem Beihilfeantrag die landwirtschaftlichen Flächen angibt, auf denen der Beihilfeempfänger seine Verpflichtung ausführt;

3° nicht Gegenstand einer Maßnahme zum Entzug, zur Ablehnung oder einer administrativen Strafe ist, durch die ihm der Anspruch auf die beantragte Beihilfe oder Zahlung entzogen wird;

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 erklärt der Beihilfeempfänger, dass die angegebenen landwirtschaftlichen Flächen in keiner ökologischen Ausgleichsfläche oder im Umweltinteresse genutzten Fläche, die mit den Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen unvereinbar wäre, eingeschlossen sind.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffern 1 und 2 gilt der Beihilfe- oder Zahlungsantrag als unannehmbar für landwirtschaftliche Flächen, die:

1° außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region;

2° in einem ökologischen Ausgleichsgebiet;

3° auf einer im Umweltinteresse genutzten Fläche gelegen sind, außer bei einer vom Minister bestimmten Vereinbarkeit.

Wenn der Beihilfeempfänger mehrere Methoden auf derselben landwirtschaftlichen Fläche gleichzeitig anwenden möchte, werden die neuen Verpflichtungen nur dann zugelassen, wenn diese Kumulierung von dem Minister in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung erlaubt wird.

Die Kumulierung von zwei Verpflichtungen für dieselben Methoden auf denselben landwirtschaftlichen Flächen ist verboten.

KAPITEL V — *Expertengutachten für die gezielten Methoden.*

Art. 12 - § 1 - Zur Umsetzung der gezielten Methoden, so wie diese von Minister bestimmt werden, holt der Beihilfeempfänger das Expertengutachten ein.

Die Zahlstelle benennt die in Absatz 1 erwähnten zuständigen Experten aufgrund der Kriterien und des Verfahrens, die vom Minister bestimmt werden.

Das Gutachten des Experten wird unter Beachtung des Artikels 28 § 4 der Verordnung Nr. 1305/2013 spätestens an einem von dem Minister festgelegten Datum für die gezielten Methoden, für welche ein solches Gutachten aufgrund eines Lastenhefts erforderlich ist, abgegeben.

§ 2 - Der Experte kann durch einen besonders begründeten Beschluss unter Berücksichtigung der agrarumwelt- und klimabezogenen Entwicklung der landwirtschaftlichen Fläche sein Gutachten abändern.

Der Beschluss wird von dem Experten der Zahlstelle oder der von dieser für die Kontrolle bevollmächtigten Einrichtung mitgeteilt und ist auf die laufende Verpflichtung anwendbar ab dem Datum, an dem der Beihilfeempfänger die Abänderung erhält.

§ 3 - Der Experte kann durch einen besonders begründeten Beschluss unter Berücksichtigung der agrarumwelt- und klimabezogenen Entwicklung der landwirtschaftlichen Fläche sein Gutachten zurücknehmen.

Der Beschluss wird von dem Experten der Zahlstelle und der von dieser für die Kontrolle bevollmächtigten Einrichtung mitgeteilt und wird am 1. Januar nach der Mitteilung effektiv.

Wenn dieser Beschluss durch ein Missmanagement seitens des Beihilfeempfängers begründet ist, werden die in Artikel 28 vorgesehenen Kürzungen der Beihilfen je nach der Schwere, der Dauer und dem Ausmaß der Handlungen, die diese Rücknahme begründet haben, von der Zahlstelle angewandt.

§ 4 - Bei unzureichenden Geldmitteln gibt der Experte für die betroffenen Maßnahmen kein Gutachten mehr ab, wenn Artikel 17 angewandt wird.

§ 5 - Der Beihilfeempfänger kann nach den von dem Minister festgelegten Modalitäten gegen die Beschlüsse in Zusammenhang mit dem Expertengutachten, die aufgrund von Artikel 12 getroffen wurden, unter Einhaltung der Artikel D.17, D.18 und D.257 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft eine Beschwerde einlegen.

KAPITEL VI — *Verpflichtungen*

Art. 13 - Die Verpflichtungen für die Umsetzung einer oder mehrerer Methoden oder Untermethoden betreffen die Elemente der Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen während der ganzen in Artikel 9 § 1 Ziffer 3 erwähnten Dauer der Verpflichtung.

Eine in Artikel 3 Absatz 2 erwähnte Verpflichtung, die Methode 6 "umweltfreundlicher Ackerbau", die eine Rotation zur Folge haben kann, nach den von dem Minister festgelegten Bedingungen anzuwenden, kann jedes Jahr verschiedene von dem Beihilfeempfänger angegebene landwirtschaftliche Flächen betreffen, unter der Bedingung, dass die betreffende Methode eine Fläche betrifft, die wenigstens der Fläche entspricht, die entweder in seinem Beihilfeantrag vorgesehen war, oder in seinem jährlichen Zahlungsantrag, falls seine ursprüngliche Verpflichtung erhöht worden ist.

Art. 14 - In Übereinstimmung mit Artikel 28 § 3 der Verordnung Nr. 1305/2013 gehen die Verpflichtungen über die Normen hinaus, die die Grundanforderungen der Verpflichtungen darstellen.

KAPITEL VII — *Zahlung*

Art. 15 - § 1 - Die Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen werden über einen Zeitraum von fünf Jahren in jährlich fälligen Teilbeträgen gezahlt. Der Zeitraum, auf den sich ein jährlicher Teilbetrag bezieht, beginnt am 1. Januar des betreffenden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Jeder jährliche Teilbetrag wird dem Beihilfeempfänger, der seinen entsprechenden jährlichen Zahlungsantrag eingereicht hat, überwiesen, insofern:

1° alle Bedingungen der Verpflichtungen während der von dem betreffenden Teilbetrag gedeckten Dauer eingehalten werden;

2° der Beihilfeempfänger während der ganzen Dauer seiner Verpflichtung die in Artikel 9 § 1 Ziffer 1 bis 3 genannten Bedingungen erfüllt.

§ 2 - Gemäß Artikel 75 § 1 Absatz 4 der Verordnung Nr. 1306/2013 können Vorschüsse vor dem 1. Dezember, jedoch nur ab dem 16. Oktober gezahlt werden. Diese Vorschüsse können sich bis auf 75% für die in Artikel 67 § 2 der Verordnung Nr. 1306/2013 erwähnte Beihilfe für die ländliche Entwicklung belaufen.

Gemäß Artikel 75 § 2 der Verordnung Nr. 1306/2013 wird keine Zahlung für eine Methode oder für eine Reihe von Maßnahmen gewährt, bevor alle Kontrollen in Bezug auf die Zulassungskriterien abgeschlossen worden sind.

Art. 16 - Für die Zahlung der Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen gilt Folgendes:

1° jeder jährliche Teilbetrag wird im Laufe des Zeitraums gezahlt, der sich zwischen dem 1. Dezember des Kalenderjahres, das dem des jährlichen Teilbetrags entspricht, und dem 30. Juni des folgenden Kalenderjahres erstreckt;

2° die jährlichen Teilbeträge werden auf der Grundlage des Zahlungsantrags bestimmt, den der Beihilfeempfänger jährlich in dem Sammelantrag einreicht, sowie auf der Grundlage der Verwaltungskontrollen oder der Kontrollen vor Ort gemäß Artikel 24 § 1 der Verordnung Nr. 809/2014.

3° für jedes Jahr wird dem Beihilfeempfänger nach Zahlung der ihm gewährten Beihilfen eine Mitteilung über diese Beihilfen, in der die entsprechende Berechnung angeführt wird, übermittelt.

Art. 17 - Die Zahlungen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen werden dem Beihilfeempfänger im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die Beihilfeempfänger für bestimmte Methoden keine weiteren Verpflichtungen eingehen dürfen.

Der Minister bestimmt die Methoden, für die der Beihilfeempfänger keine weiteren Verpflichtungen mehr eingehen darf, unter Berücksichtigung:

1° der Ausrichtung der Maßnahmen in Übereinstimmung mit den europäischen Gesetzgebungen, ihrer Kosten und des Nutzens auf Agrarumwelt- und Klimaebene;

2° des Grades der Verwirklichung der für die Methode in dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung festgelegten Ziele.

Bei Anwendung von Absatz 2 informiert die Zahlstelle die Beihilfeempfänger, indem diese Information auf dem Internetportal der wallonischen Region veröffentlicht wird.

KAPITEL VIII — Änderungen der Verpflichtung

Abschnitt 1 — Betriebsübertragung

Art. 18 - § 1 - Im Falle der Übertragung der Gesamtheit oder eines Teils der von der Verpflichtung betroffenen landwirtschaftlichen Flächen, oder im Falle der Übertragung des gesamten Betriebs kann der Übernehmer gemäß Artikel 47 § 2 der Verordnung Nr. 1305/2013 und Artikel 8 der Verordnung Nr. 809/2014 die Verpflichtung des überlassenden Beihilfeempfänger für den noch zu deckenden Zeitraum übernehmen.

Wenn er sich dafür entscheidet, die betreffende Verpflichtung zu übernehmen, übernimmt der übernehmende Beihilfeempfänger hinsichtlich dieser Verpflichtung die Rechte und Pflichten des überlassenden Beihilfeempfänger.

Der überlassende Beihilfeempfänger zahlt die Beihilfen für den Zeitraum, während dessen die Verpflichtung effektiv gewesen ist, nicht zurück, dies unabhängig von dem, wofür sich der Übernehmer entscheidet.

§ 2 - Der Übernehmer und der Überlasser informieren die Zahlstelle über die Übertragung der landwirtschaftlichen Flächen oder des Betriebs mittels einer schriftlichen Notifizierung durch jedes Mittel, das gemäß Artikeln D.15 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

Wird eine übernommene Verpflichtung nach Kapitel 11 Abschnitt 2 beendet, so erstattet der Übernehmer alle ihm im Rahmen der laufenden Verpflichtung gewährten Beihilfen sowie die betreffenden Beihilfen, die dem Überlasser seit Beginn der Verpflichtung, die er eingegangen war, gezahlt worden sind.

§ 3 - Es wird davon ausgegangen, dass eine Übertragung am ersten Tag des in Artikel 15 Absatz 1 angeführten jährlichen Zeitraums des Jahres, in dem die Notifizierung der Übertragung erfolgt ist, stattgefunden hat. Dem überlassenden Beihilfeempfänger werden die Beihilfen gewährt, die jenem jährlichen Zeitraum vor demjenigen entsprechen, während dessen die Notifizierung der Übertragung stattgefunden hat, unter der Bedingung, dass alle Bedingungen der Zulässigkeit und der Beihilfefähigkeit sowie alle Verpflichtungen durch ihn selbst beachtet worden sind.

Dem Übernehmer werden die Beihilfen ab dem Jahr der Notifizierung gewährt, vorausgesetzt, dass die in Artikel 9 § 1 Ziffern 1, 2, 3 und 5, und in Artikel 11 genannten Bedingungen vom Übernehmer erfüllt werden, und die Verpflichtungen effektiv gewesen sind.

Eine Übertragung kann über eine Änderung im Rahmen von Artikel 6 § 3 erfolgen. In diesem Fall wird davon ausgegangen, dass die Mitteilung der Übertragung im Laufe des jährlichen Zeitraums dieser Mitteilung erfolgt ist.

Falls der Übernehmer im Laufe des jährlichen Zeitraums dieser Notifizierung gemäß Absatz 2 die Bedingungen nicht beachtet, werden die für den jährlichen Zeitraum, in dem die Übertragung stattgefunden hat, gewährten Beihilfen entsprechend verringert oder durch den Übernehmer zurück erstattet und werden die für vorangegangene Zeiträume gewährten Beihilfen ggf. durch diesen Übernehmer zurück erstattet.

Die Bedingungen der Zulässigkeit und der Beihilfefähigkeit der übertragenen Verpflichtungen werden auf der Grundlage dieser übertragenen Verpflichtungen bewertet, ohne dass die Methoden, für die sich der übernehmende Beihilfeempfänger bereits vor der Übertragung entschieden hatte, bei dieser Bewertung berücksichtigt werden.

§ 4 - Hat ein Austausch von landwirtschaftlichen Flächen stattgefunden, für die eine Verpflichtung eingegangen worden ist, so läuft die Verpflichtung für diese landwirtschaftlichen Flächen weiter. In einem solchen Fall teilt der Landwirt, der einer Verpflichtung eingegangen ist, das Bestehen dieser Verpflichtung, zu deren Einhaltung sich der Übernehmer verpflichtet, im Rahmen der Austauschvereinbarung mit.

Abschnitt 2 — Umwandlung der Verpflichtung

Art. 19 - § 1 - Die Umwandlung einer Verpflichtung in eine andere Verpflichtung während der Dauer ihrer Ausföhrung wird durch die Zahlstelle erlaubt, insofern die nachfolgenden Bedingungen erfüllt werden:

- 1° der Antrag entspricht den in Artikel 14 § 1 Absatz 1 der Verordnung Nr. 807/2014 aufgeführten Bedingungen;
- 2° für das Einreichen des Antrags auf Umwandlung müssen die von dem Minister festgelegten Fristen und Durchföhrungsbestimmungen beachtet werden;
- 3° bei der beantragten Umwandlung handelt es sich um eine nach § 2 zugelassene Umwandlung;
- 4° alle Zulässigkeitsbedingungen für die neue Methode müssen erfüllt werden;
- 5° besteht die Umwandlung in einer neuen Verpflichtung für eine gezielte Methode, so wird das in Artikel 12 vorgesehene Expertengutachten dem Umwandlungsantrag beigefügt.

Im Falle einer Genehmigung gemäß Artikel 14 § 1 Absatz 2 der Verordnung Nr. 807/2014 läuft eine neue Verpflichtung von fünf Jahren für die neue angewandte Methode oder Untermethode in dem Jahr der Einreichung des Umwandlungsantrags und es wird keine Rückerstattung der bereits getätigten Zahlungen seit dem Anfang der Verpflichtung gefordert.

§ 2 - Die genehmigten Umwandlungen werden von dem Minister unter Einhaltung von Artikel 14 der Verordnung Nr. 807/2014 und des Programms für die ländliche Entwicklung festgelegt.

Abschnitt 3 — Anpassung

Art. 20 - Gemäß Artikel 47 § 6 der Verordnung Nr. 1305/2013 und in Anwendung von Artikel 14 § 2 der Verordnung Nr. 807/2014 kann der Minister die Verpflichtungen im Laufe ihres Durchföhrungszeitraums anpassen, unter der Bedingung, dass die Zielsetzungen der ursprünglichen Verpflichtung eingehalten werden. Diese Anpassung kann sowohl eine Änderung der Lastenhefte als die Verlängerung der Dauer der Verpflichtung betreffen, wobei sie aber im gemäß Artikeln 10 und 11 der Verordnung Nr. 1305/2013 genehmigten wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung vorgesehen sein muss.

Der Minister ist befugt, das Anpassungsverfahren zu vervollständigen und rein verfahrenstechnische Bedingungen hinzuzufügen, die für die Behandlung der Anpassungsanträge erforderlich sind, unter Beachtung der europäischen Gesetzgebung.

Der Beihilfeempfänger beachtet die angepasste Verpflichtung.

Abschnitt 4 — Ausdehnung und Ersetzung der Verpflichtung

Art. 21 - § 1 - Wenn der Beihilfeempfänger die Fläche seines Betriebs vergrößert oder wenn die in eine Verpflichtung einbezogene Fläche innerhalb eines Betriebs vergrößert wird, ist die Ausdehnung der Verpflichtung im Rahmen von Artikel 15 § 1 der Verordnung Nr. 807/2014 gestattet.

Die Ausdehnung der Verpflichtung auf zusätzliche Flächen ist nur möglich, wenn der Ausdehnungsantrag

- 1° die in Artikel 15 § 2 der Verordnung 807/2014 genannten Bedingungen beachtet;
- 2° innerhalb der Fristen und nach den Modalitäten eingereicht wird, die vom Minister festgelegt werden.
- 3° eine Fläche betrifft, die höchstens 50% der ursprünglichen Fläche entspricht.

Zur Anwendung von Absatz 2 Ziffer 3 entspricht eine Fläche höchstens 50% der ursprünglichen Fläche, wenn die Gesamtflächen, die Gegenstand des Ausdehnungsantrags sind, zzgl. der Gesamtflächen, die vorher Gegenstand eines Ausdehnungsantrags im Laufe desselben Verpflichtungszeitraums gewesen sind, höchstens 50% der Gesamtfläche, die ursprünglich in dem Beihilfeantrag Gegenstand einer Verpflichtung war, entsprechen.

Wird dem Antrag stattgegeben, so gilt die Ausdehnung ab dem Jahr, in dem der Ausdehnungsantrag eingereicht wird. Der Beihilfeempfänger erfüllt die ausgedehnte Verpflichtung während der restlichen Laufzeit der ursprünglichen Verpflichtung.

Eine Rückerstattung der Zahlungen der vorherigen Jahre wird nicht erfordert.

§ 2. Wenn der Beihilfeempfänger die Fläche seines Betriebs vergrößert oder wenn die in eine Verpflichtung einbezogene Fläche innerhalb eines Betriebs vergrößert wird, ist die Ersetzung der Verpflichtung durch eine neue Verpflichtung unter Einhaltung von Artikel 15 § 1 und 3 der Verordnung Nr. 807/2014 gestattet.

Die neue Verpflichtung ersetzt die bestehende Verpflichtung, vorausgesetzt, dass:

- 1° die in Artikel 15 § 3 der Verordnung Nr. 807/2014 vorgesehenen Bedingungen beachtet werden.
- 2° alle Zulässigkeitsbedingungen für die neue Methode oder Untermethode erfüllt werden;
- 3° das in Artikel 12 vorgesehene Expertengutachten ggf. angepasst und dem Ersetzungsantrag beigefügt wird;
- 4° für das Einreichen des Ersetzungsantrags die von dem Minister festgelegten Fristen und Durchführungsbestimmungen beachtet werden;
- 5° die durch die neue Verpflichtung betroffene Methode oder Untermethode dieselbe ist wie diejenige, die durch die ersetzte Verpflichtung betroffen ist;
- 6° der Antrag auf eine Ersetzung keine Verpflichtung für eine Methode betrifft, für welche die Ersetzung von dem Minister untersagt ist;
- 7° eine Fläche betrifft, die mehr als 50% der ursprünglichen Fläche beträgt.

Zur Anwendung von Absatz 2 Ziffer 7 beträgt eine Fläche mehr als 50% der ursprünglichen Fläche, wenn die Gesamtflächen, die Gegenstand des Ersetzungsantrags sind, zzgl. der Gesamtflächen, die vorher Gegenstand eines Ausdehnungsantrags im Laufe desselben Verpflichtungszeitraums gewesen sind, höher sind als 50% der Gesamtfläche, die ursprünglich in dem Beihilfeantrag Gegenstand einer Verpflichtung war.

Im Falle einer Genehmigung beginnt eine neue fünfjährige Verpflichtung für die neue Methode oder Untermethode im Jahre, in dem der Umwandlungsantrag eingereicht worden ist. Die Erstattung der für die vorangegangenen Zeiträume erfolgten Zahlungen wird nicht gefordert.

Abschnitt 5 — Revision der Verpflichtung

Art. 22 - § 1 - Im Falle einer Änderung der Grundanforderungen der laufenden Verpflichtungen gemäß Artikel 14 werden Letztere in Übereinstimmung mit Artikel 48 Absatz 1 der Verordnung Nr. 1305/2013 durch die Zahlstelle revidiert.

Die in Absatz 1 erwähnte Revision besteht darin, dass die Verpflichtungen beendet werden, wenn die Grundanforderungen auf das Niveau der Anforderungen des Lastenhefts angehoben werden.

§ 2 - Wenn eine Verpflichtung über den europäischen Programmplanungszeitraum hinaus läuft, revidiert die Zahlstelle die Verpflichtung, um sie an den verordnungsrechtlichen Rahmen des nächsten europäischen Programmplanungszeitraums anzupassen, dies gemäß Artikel 48 Absatz 2 der Verordnung Nr. 1305/2013. Diese Revision tritt am ersten Tag der nächsten Programmplanung in Wirkung.

§ 3 - Die Zahlstelle nimmt die notwendigen Revisionen der laufenden Verpflichtungen vor, um eine doppelte Finanzierung der in Artikel 43 der Verordnung Nr. 1307/2013 genannten Methoden zu vermeiden, falls diese Methoden geändert werden.

§ 4 - Wenn die in § 1, § 2 oder § 3 vorgesehene Revision der Verpflichtung es dem Beihilfeempfänger ermöglicht, Letztere aufgrund eines abgeänderten Lastenheftes weiterzuführen, werden die Beträge der überwiesenen Beihilfen auf der Grundlage dieses abgeänderten Lastenheftes revidiert.

Wird die in § 1, § 2 oder § 3 vorgesehene Revision von dem Beihilfeempfänger nicht akzeptiert, so endet die Verpflichtung, ohne dass für den Zeitraum, während dem eine Verpflichtung angewandt wurde, eine Rückzahlung der Beihilfen von dem Beihilfeempfänger gefordert wird.

§ 5 - Die Zahlstelle informiert den Beihilfeempfänger über die Anwendung von § 1, § 2 und § 3 über die Presse oder durch ein persönliches Schreiben.

KAPITEL IX — Betriebsregister

Art. 23 - Der Beihilfeempfänger führt ein Betriebsregister, wie dies in Artikel 61 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 vorgesehen wird, wenn er sich für eine nicht gezielte Methode verpflichtet hat.

KAPITEL X — Höhere Gewalt, außergewöhnliche Umstände und offensichtliche Fehler

Art. 24 - In Fällen von höherer Gewalt und außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 2 § 2 der Verordnung Nr. 1306/2013 wird die Rückerstattung der erhaltenen Beihilfe nicht gefordert.

Gemäß Artikel 4 § 2 der Verordnung Nr. 640/2014 informieren der Beihilfeempfänger, oder seine Rechtsnachfolger, die Zahlstelle in den unter Absatz 1 angeführten Fällen schriftlich unter Übermittlung von Belegen innerhalb von fünfzehn Werktagen ab dem Tag, an dem er (sie) hierzu in der Lage ist (sind).

In den in Absatz 1 angeführten Fällen wird die Beihilfe proportional zurückgezogen, in Übereinstimmung mit und nach den in Artikel 4 § 1 Absatz 2 der Verordnung Nr. 640/2014 vorgesehenen Modalitäten.

Art. 25 - § 1 - Gemäß Artikel 59 § 6 der Verordnung Nr. 1306/2013 kann der Beihilfeantrag bei offensichtlichen Fehlern, die von der Zahlstelle anerkannt wurden, jederzeit nach seiner Einreichung berichtigt werden.

§ 2 - Artikel 7 § 3 der Verordnung Nr. 809/2014 ist anschließend an einen Irrtum der Zahlstelle oder einer bevollmächtigten Einrichtung der Zahlstelle anwendbar.

Art. 26 - Gemäß Artikel 47 § 3 der Verordnung Nr. 1305/2013 hat der Beihilfeempfänger, der infolge von auf seinen Betrieb angewandten Bodenordnungsverfahren oder vergleichbaren öffentlichen Interventionen nicht weiter in der Lage ist, die von ihm eingegangenen Verpflichtungen teilweise oder ganz zu erfüllen, dies der Zahlstelle schriftlich vor dem Datum der Übernahme mitzuteilen.

Die Zahlstelle passt die neuen Verpflichtungen an die neue Sachlage des Betriebs, ggf. nach Absprache mit dem Experten, wenn für diese Methode das Expertengutachten erforderlich ist, und nach dessen Anweisungen an.

Die Zahlstelle oder ggf. die stellvertretende Einrichtung teilt dem Beihilfeempfänger den Inhalt seiner angepassten Verpflichtungen mit.

Erweist sich die Anpassung als unmöglich, so wird die Verpflichtung beendet. Die erhaltenen Beihilfen werden zurückerstattet mit Ausnahme der Beihilfen betreffend den Zeitraum, während dessen die Verpflichtung effektiv gewesen ist. Die Zahlstelle notifiziert das Ende der Verpflichtung.

KAPITEL XI — Kontrolle, Kürzung und Rückerstattung

Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. 27 - § 1 - Die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie ihre Kontrollaufgaben vollständig oder teilweise überträgt, prüft die Beachtung:

1° der Bedingungen für die Zulässigkeit und die Förderfähigkeit der Beihilfen sowie die Einhaltung der Verpflichtungen, die nach dem Lastenheft der Methoden und Untermethoden durchzuführen sind;

2° der im Rahmen der betreffenden Methoden abgeschlossenen Abkommen, die den Abschluss derartiger Abkommen erfordern.

§ 2 - Jede Verweigerung oder Hinderung der Kontrolle durch einen Beihilfeempfänger führt von Rechts wegen zu einer Kürzung oder zu einem Verlust der Beihilfe, außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände.

Im Anschluss an die Verwaltungskontrollen oder an die vor Ort durchgeführten Kontrollen werden die in Titel II, Kapitel III und IV, und Titel III der Verordnung Nr. 640/2014 festgelegten Regelungen für die Kürzung, die Ablehnung, die Rücknahme und Sanktionen auf die Berechnung der gewährten Beihilfe angewandt.

Abschnitt 2 — Kürzung und Rückerstattung der Beihilfen

Art. 28 - § 1 - Die Missachtung der in Ausführung des vorliegenden Erlasses vorgesehenen oder getroffenen Bestimmungen sowie der spezifischen Bedingungen, die in dem Expertengutachten aufgrund von Artikel 12 definiert werden, führt zur Anwendung von Kürzungen, Ablehnungen, Rücknahmen und Sanktionen nach Artikeln 5 und 6 der Verordnung Nr. 809/2014.

§ 2 - Unter Beachtung von Artikel 35 der Verordnung Nr. 640/2014 werden die Auswirkungen einer Missachtung von der Zahlstelle festgelegt auf der Grundlage der Schwere, des Ausmaßes und der Dauer des festgestellten Verstoßes.

§ 3 - Die Regelung zur Kürzung der Beihilfen oder zum Ausschluss von diesen Beihilfen wird wie folgt in sieben Stufen unterteilt:

1° Stufe 1: Verwarnung mit der Pflicht einer Wiederinstandsetzung des Objekts, für das die Verpflichtung eingegangen wurde, innerhalb der durch die Zahlstelle oder die von dieser bevollmächtigte Einrichtung in der Verwarnung angegebenen Frist;

2° Stufe 2: Kürzung um 10 Prozent der jährlichen Zahlung für die betreffende landwirtschaftliche Parzelle;

3° Stufe 3: Kürzung um 50 Prozent der jährlichen Zahlung für die betreffende landwirtschaftliche Parzelle;

4° Stufe 4: Wegfall der jährlichen Zahlung für die betreffende landwirtschaftliche Parzelle;

5° Stufe 5: Streichung der jährlichen Zahlung für die betreffende Methode.

6° Stufe 6: Streichung der jährlichen Zahlung für die betreffende Methode, Einstellung der Verpflichtung für die betreffende Methode und Rückforderung der für die betreffende Methode seit Beginn der Verpflichtung gezahlten Beträge;

7° Stufe 7: Streichung der Methode und Rückforderung der seit Beginn der Verpflichtung gezahlten Beträge sowie Verbot, diese Methode während zwei Jahren anzuwenden.

§ 4 - Der Minister ist befugt, eine Tabelle der Kürzungen auf der Grundlage der Verstöße festzulegen.

Je nach Schwere, Ausmaß und Dauer des festgestellten Verstoßes kann die Zahlstelle in gebührend gerechtfertigten Fällen ein Ausmaß der verkündeten Kürzung höher oder geringer verkünden als das in der Kürzungstabelle festgelegte Ausmaß.

§ 5 - Im Fall einer Regelwidrigkeit, die aufgrund des Ausmaßes der Auswirkungen unter Berücksichtigung der Ziele der nicht eingehaltenen Verpflichtungen oder Auflagen als "schwere Regelwidrigkeit" bezeichnet werden kann, wird der Beihilfeempfänger gemäß Artikel 35 § 5 der Verordnung Nr. 640/2014 im betreffenden Kalenderjahr und in dem darauf folgenden Kalenderjahr von der betroffenen Methode ausgeschlossen, und wird ihm die Beihilfe verweigert und ggf. ganz zurückgenommen.

Wird festgestellt, dass der Beihilfeempfänger falsche Nachweise vorgelegt hat, um die Beihilfe zu erhalten, oder hat er aus Nachlässigkeit versäumt, die erforderlichen Informationen zu liefern, so wird er gemäß Artikel 35 § 6 der Verordnung Nr. 640/2014 im Kalenderjahr der Feststellung und in dem darauf folgenden Kalenderjahr von einer identischen Methode oder einer identischen Art von Maßnahme ausgeschlossen.

§ 6 - Werden für ein und dieselbe Methode oder ein und dieselbe landwirtschaftliche Parzelle mehrere Fälle von Missachtungen der Bedingungen festgestellt, so ist das berücksichtigte Ausmaß der Kürzung das höchste Ausmaß.

Im Falle eines Rückfalls oder des Fortbestehens der Unregelmäßigkeiten im Laufe ein und desselben Verpflichtungszeitraums wird das Ausmaß der Kürzung um zwei Stufen angehoben.

Art. 29 - Unbeschadet der Artikel 53 bis 56 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung finden Artikel 7 der Verordnung Nr. 809/2014 sowie die Artikel D.258 bis D.260 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im Falle ungeschuldet gezahlter Beträge Anwendung.

KAPITEL XII — *Umgehungsklausel und Strafbestimmungen*

Art. 30 - In Übereinstimmung mit Artikel 60 der Verordnung Nr. 1306/2013 wird den Landwirten keine der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen gewährt, wenn festgestellt wird, dass sie die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen oder deren Erhöhung künstlich, den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen haben.

Art. 31 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

KAPITEL XIII — *Vollmachten und Abweichungen*

Art. 32 - § 1 - Der Verantwortliche für die Zahlstelle oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt:

1° ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen im Rahmen der Methoden für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen;

2° legt jegliches Dokument zur Erläuterung der gesetzlichen Vorschriften für die Landwirte sowie das Musterdokument der Kontrollberichte fest.

§ 2 - Der Minister:

1° legt das interne Verfahren für die Beantragung des in Artikel 12 angeführten Expertengutachtens sowie alle diesbezüglich notwendigen Dokumente fest;

2° legt die Liste der objektiven Kriterien fest, auf die sich das in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnte Expertengutachten stützt und übermittelt diese Liste dem leitenden Beamten der Zahlstelle.

KAPITEL XIV — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 33 - Der vorliegende Erlass ist auf alle laufenden Beihilfeanträge anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 unterliegen den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen:

1° Beihilfeanträge oder Zahlungsanträge, die vor 2015 eingereicht wurden, und die Gegenstand einer Beschwerde sind, mit Ausnahme der Beihilfeanträge, die eine Verpflichtung betreffen, die am 1. Januar 2015 anfängt;

2° Zahlungsanträge, die die Gewährung eines jährlichen Teilbetrags betreffen, der einen Zeitraum vor 2015 deckt.

Art. 34 - Für 2015 gelten die Landwirte, die sich infolge einer öffentlichen Untersuchung bezüglich der Bezeichnung der Natura 2000-Gebiete in einem Vermittlungsverfahren befinden, und die eine Vereinbarung auf der Grundlage eines Expertengutachtens vor dem 30. März 2015 unterzeichnet haben und seit dem 1. Januar 2015 die Elemente des Expertengutachtens beachtet haben, ab dem 1. Januar 2015 als beihilfefähig für die Methode 4 "Biologisch wertvolles Grünland" für die durch das Expertengutachten betroffenen Flächen.

Es wird betrachtet, dass die Verpflichtung für eine Dauer von fünf Jahren eingegangen ist

Art. 35 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird aufgehoben.

Art. 36 - Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. September 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204323]

**3 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende agromilieu- en klimaatsteun**

De Waalse Regering,

Gelet op (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun aan plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op (EU) nr.1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van (EG) nr. 637/2008 van de Raad en (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op gedelegeerde (EU) nr. 807/2014 van 11 maart 2014 tot aanvulling van (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo);

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikelen D. 4, D.17, D.242, D.243 en D.249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 februari 2015;

Gelet op het rapport van 5 februari 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg gepleegd op 26 februari 2015 en 18 juni 2015 tussen de Gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op advies 57.818/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 augustus 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de toepassing van de nieuwe Europese programmering mogelijk te maken;

Overwegende dat het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling, zoals goedgekeurd door de Waalse Regering en aangenomen door de Europese Commissie op 20 juli 2015 uitgevoerd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 : het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

2° begunstigde: elke landbouwer, elke groepering van landbouwers of elke groepering van landbouwers en andere beheerders van gronden die zich er vrijwillig toe verbindt verrichtingen uit te voeren die bestaan in één of meerdere agromilieu- en klimaatverbintenissen op landbouwgronden;

3° randvoorwaarden: de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen en de eisen inzake goede landbouw- en milieuconditie vermeld in de artikelen 91 tot 101 van (EG) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 en in het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

4° bestek : de verplichtingen die de begunstigde moet naleven voor elke van de methodes en submethodes voorzien als agromilieu- en klimaatmaatregel;

5° steunaanvraag : de steunaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, 3, van nr. 640/2104;

6° betalingsaanvraag : de betalingsaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, 4, van nr. 640/2104;

7° verbintenis : het geheel van de voorwaarden die in het bestek vastliggen en die de begunstigde bereid is na te komen naar aanleiding van zijn steunaanvraag;

8° de basislijn van de verbintenissen : geheel van de verplichte normen vastgesteld overeenkomstig titel VI, hoofdstuk I, van (EU) nr. 1306/2013, van de relevante criteria en van de minimale activiteiten vastgesteld overeenkomstig artikel 4, § 1, punt c), ii) en iii) van (EU) nr. 1306/2013, van de minimale eisen toepasselijk op het gebruik van meststoffen en fytosanitaire producten, alsook van de andere relevante verplichte eisen vastgelegd bij het federaal en gewestelijk recht zoals bepaald in artikel 29, § 2, van nr. 1305/2013;

9° methode : elke van de submaatregelen bepaald in het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling als agromilieu- en klimaatmaatregel bepaald in artikel 28 van nr. 1305/2013 waarvoor een bestek door de begunstigde nageleefd moet worden en een steunbedrag voorzien is in het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling;

10° Minister : de Minister van Landbouw;

11° landbouwgronden : de landbouwgronden in de zin van artikel 28, § 2, van 1305/2013 met inbegrip van het landbouwareaal in de zin van artikel 4, § 1, e) van nr. 1307/2014 en de andere landbouwgronden;

12° andere landbouwgronden : oppervlakten niet toelaatbaar als landbouwareaal in de zin van artikel 4, § 1, e) van nr. 1307/2014 waarin de grassen en de kruidachtige voedergewassen minder dan 50 % bedekking van de oppervlakte vertegenwoordigen wegens de aanwezigheid van bomen, struiken, niet-kruidachtige gewassen, puinhellingen of poelen, maar die nochtans als "weiden" worden aangegeven en die immers toegankelijk zijn en door het vee begraasd;

13° programmeringsperiode : de periode waarover een plattelandsontwikkelingsprogramma zich uitstrekt voor een bij de Europese wetgeving bepaalde duur;

14° Waals programma voor landelijke ontwikkeling : het programma in de zin van artikel 6 van nr. 1305/2013;

15° grasland : elk grasland of hoogstammige meerjarige fruitteelt aangegeven voor het lopende jaar bij het Geïntegreerde beheers- en controlesysteem, hierna « GBCS », met uitzondering van het tijdelijk grasland;

16° nr. 1305/2013 : (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun aan plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

17° nr. 1307/2013 : (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van (EG) nr. 637/2008 van de Raad en (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

18° nr. 1306/2013 : (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van en (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

19° (EU) nr. 807/2014 : gedelegeerde (EU) nr. 807/2014 van 11 maart 2014 tot aanvulling van (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen;

20° nr. 809/2014 : Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

21° nr. 640/2014 : Gedelegeerde (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

22° Sanitrace : geautomatiseerd systeem voor de behandeling van de gegevens betreffende de identificatie en de registratie van dieren, gebruikt door het Federaal agentschap voor de veiligheid van de voedingsketen;

23° Natura 2000-gebied : elk Natura 2000-gebied in de zin van artikel 1, 18°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

24° ecologisch waardevolle oppervlakte : elke oppervlakte in de zin van artikel 48 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

25° oppervlakte voor ecologische compensatie : het landbouwaeraal waarvoor een begunstigde een bezoldiging krijgt van een private derde als compensatie van een drukfactor op een landbouwaeraal, waarbij die drukfactor het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst tussen de begunstigde en de derde, zoals de compensatie-oppervlakte ten gevolge van de installatie van een windturbine op een landbouwaeraal.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. De agromilieu- en klimaatsteun is van toepassing op de landbouwgronden die in het Waalse Gewest gelegen zijn en die door een begunstigde in de verzamelaanvraag aangegeven worden als zijnde het voorwerp van een verbintenis voor een agromilieu- en klimaatmaaregel zoals omschreven in het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling.

De agromilieu- en klimaatsteun is van toepassing op de productie-eenheden die in het Waalse Gewest gelegen zijn en die het voorwerp uitmaken van een verbintenis voor een agromilieu- en klimaatmaaregel zoals omschreven in het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling.

Art. 3. De uitvoering van één of meerdere van de volgende methodes of submethodes kan het voorwerp uitmaken van agromilieu- en klimaatsteun in de zin van artikel 28 van nr. 1305/2013 :

1° methode 1 : elementen van de vermazing die de heggen, bosstroken, alleenstaande bomen, struiken of bosjes, hoogstammige vruchtbomen, en poelen omvatten;

2° methode 2 : natuurweiden;

3° methode 3 : overstroombare weiden;

4° methode 4 : weiden met een hoge biologische waarde;

5° methode 5 : met gras bezaaide perceelsranden;

6° methode 6 : milieuvriendelijke gewassen;

7° methode 7 : ingerichte percelen;

8° methode 8 : ingerichte stroken;

9 methode 9 : voederautonomie;

10 methode 10 : actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw;

11° methode 11 : bedreigde plaatselijke rassen.

Art. 4. § 1. De in artikel 3 vermelde methodes omvatten :

1° de basismethodes;

2° de doelgerichte methodes.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde methodes vereisen een deskundigenadvies overeenkomstig artikel 12.

§ 2. De Minister wordt ertoe gemachtigd om de doelgerichte methodes overeenkomstig het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling te bepalen.

§ 3. Overeenkomstig het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling worden de verbintenissen voor de methodes 2, 3, 4 en 9 slechts voor de weiden genomen.

Overeenkomstig het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling worden de verbintenissen voor de methodes 5 tot 8 slechts op akkerbouwteelten wat betreft de oppervlakten vermeld in de verzamelaanvraag genomen.

De Minister wordt ertoe gemachtigd om het begrip "akkerbouwteelt" te bepalen.

Art. 5. § 1.

Overeenkomstig het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling bepaalt de Minister het op het bedrijf of op de oppervlakten ervan na te komen bestek om de overeenstemmende steun te krijgen.

Het bestek vermeldt de bedragen van de per methode toegekende steun zoals bepaald in het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling.

In bedoeld bestek worden de volgende elementen volgens het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling vermeld en aangevuld :

- 1° de voor de steun in aanmerking komende elementen;
- 2° de ligging van de elementen of oppervlakten waarvoor de begunstigde een steunaanvraag kan indienen;
- 3° de omvang van de in elke methode vermelde eventuele elementen;
- 4° de ingrepen of werken die op de landbouwgronden toegelaten of verboden worden, de vermazingselementen, de dieren, de productie-eenheden of de bij de methodes betrokken bedrijven;
- 5° de data waarop de begunstigde handelingen, werken of sommige soorten ingrepen betreffende de in artikel 3 bedoelde methodes en submethodes kan verrichten;
- 6° de verplichting om een deskundigenadvies in de zin van hoofdstuk 5 alsook eventueel de inhoud ervan te hebben;
- 7° de samenstelling van eventuele mengsels voor bepaalde methodes;
- 8° de toegelaten of verboden gebruiken van fyto-sanitaire producten en de meststoffen op de landbouwgronden of op vermazingselementen;
- 9° de lijst van de bedreigde plaatselijke rassen die in aanmerking komen voor de steun van methode 11 : bedreigde plaatselijke rassen;
- 10° de evaluatiemodaliteiten aan het einde van de verbintenis van de begunstigde voor methode 10 : actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw gezien de oorspronkelijk bepaalde doestellingen.

§ 2. Wat betreft methode 10, actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw, wordt de steun van maximum 3500 euro per bedrijf jaarlijks berekend volgens de volgende formule :

$$\text{Steun (Euro)} = 20 X - 0,10 Y + 50 Z$$

waarin :

X= aantal hectaren zoals bepaald op basis van de verzamelaanvraag en de steunaanvraag van de begunstigde voor het jaar van indiening van de steunaanvraag, beperkt op 50.

Y= bedrag van het geheel van de andere agromilieusteun zoals bepaald op basis van de verzamelaanvraag en de steunaanvraag van de begunstigde voor het jaar van indiening van de steunaanvraag;

Z= het aantal hectaren van de eiwitautonomie zoals bepaald door de Minister.

HOOFDSTUK III. — *Indiening van de steunaanvraag en de agromilieu- en klimaatbetalingsaanvraag*

Art. 6. § 1. De begunstigde dient een steunaanvraag uiterlijk op een door de Minister bepaalde datum in.

Het betaalorgaan legt een steunaanvraagformulier ter beschikking van de begunstigde op de website of bij de territoriale dienst van zijn ambtsgebied.

Het steunaanvraagformulier bevat alle gegevens die nodig zijn voor de opdracht van het betaalorgaan en op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de identificatie van de begunstigde;
- 2° de identificatie van de landbouwgronden van het bedrijf waarop de steunaanvraag betrekking heeft;
- 3° de door de begunstigde gekozen methode(s);
- 4° een verklaring van de begunstigde die bevestigt dat hij zich ertoe verbindt het bestek van de methode of submethode vanaf 1 januari na te leven;
- 5° een informatie over de verplichting om het advies van de deskundige bepaald in artikel 12 in te winnen;
- 6° een verklaring van de begunstigde die bevestigt dat hij kennis heeft genomen van de voorwaarden die van toepassing zijn op de betrokken maatregelen voor plattelandsontwikkeling.

Elke methode of submethode die de begunstigde in zijn steunaanvraag toepast, vormt een aparte verbintenis.

Het betaalorgaan stuurt uiterlijk op een door de Minister bepaalde datum die het begin van zijn verbintenis voorafgaat, een brief die aan de begunstigde bevestigt dat zijn steunaanvraag aan de in het derde lid bepaalde voorwaarden voldoet en dat zijn verbintenis op volgend 1 januari begint.

§ 2. De jaarlijkse betalingsaanvraag wordt via het formulier van de verzamelaanvraag overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 ingediend.

De betalingsaanvraag gaat vergezeld van de eventuele bewijsstukken aangevraagd door het betaalorgaan in de verzamelaanvraag, overeenkomstig artikel D.30 van het Waalse Landbouwwetboek.

§ 3. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 is van toepassing op elke eventuele wijziging van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag voor zover geen controle ter plaatse werd gevoerd waardoor onregelmatigheden aan het licht gebracht werden voor de wijziging.

Art. 7. De verbintenis voor een agromilieu- en klimaatsteun heeft een minimale duur van vijf jaar.

Aan het einde van de periode van vijf jaar kan de verbintenis tweemaal voor één jaar verlengd worden.

Indien de begunstigde een verbintenis aan het einde van zijn oorspronkelijke verbintenis wil overnemen, dient hij een nieuwe steunaanvraag volgens de vormen en modaliteiten van artikel 6 in op straffe van niet-ontvankelijkheid van zijn steun- en betalingsaanvraag.

Alle bepalingen betreffende de steunaanvraag zijn van toepassing op de in het derde lid bedoelde verlengingsaanvraag.

Art. 8. Het betaalorgaan analyseert de ontvankelijkheid van de steunaanvraag en van de betalingsaanvraag.

Via een document betekent het betaalorgaan de ontvankelijkheid of de niet-ontvankelijkheid van de steunaanvraag en van de betalingsaanvraag van de begunstigde op een door de Minister bepaalde datum.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden betreffende de steunaanvraag en de aanvraag van de agromilieu- en klimaatbetaling*

Art. 9. § 1. De steunaanvraag is ontvankelijk indien de begunstigde :

1° bij het betaalorgaan in het kader van het Geïntegreerde beheers- en controlesysteem, hierna « GBCS » geïdentificeerd is overeenkomstig de artikelen D.20 tot D.24 van het Waalse Landbouwwetboek;

2° een productie-eenheid op het Belgische grondgebied bezit;

3° zich in zijn steunaanvraag ertoe verbindt één of meerdere methodes onder de voorwaarden bepaald door de Minister uit te voeren tijdens een duur van vijf jaar vanaf 1 januari na de indiening van de steunaanvraag;

4° de stappen heeft ondernomen voor het verkrijgen van het in artikel 12 bedoelde advies van een deskundige alleen voor de methodes bepaald door de Minister waarvoor een dergelijk advies verplicht is krachtens het Waalse Programma voor landelijke ontwikkeling;

5° een voldoende landbouwerfaring zoals vermeld in artikel 10 heeft.

§ 2. De betalingsaanvraag is slechts ontvankelijk indien ze voldoet aan de in § 1, 1° en 2°, bedoelde voorwaarden en indien ze ingediend wordt in het formulier van de verzamelaanvraag overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015.

§ 3. De begunstigde is een landbouwer in de zin van artikel D.3, 4° van het Waalse Landbouwwetboek.

In de door de Minister bepaalde gevallen kan een methode opengesteld worden voor een niet-landbouwer grondbeheerder in de zin van artikel 28, § 2, van nr. 1305/2013.

In deze hypothese is de steunaanvraag slechts ontvankelijk indien de begunstigde, grondbeheerder, aan de in § 1, 1°, 3°, 4° en 5° bedoelde voorwaarden voldoet.

Art. 10. De begunstigde heeft een voldoende landbouwerfaring in de zin van artikel 9, § 1, 5°, wanneer hij één van de volgende voorwaarden vervult :

1° hij heeft een landbouwnummer sinds minstens drie jaar;

2° hij is houder van een voldoende kwalificatie in de zin van artikel 19, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering betreffende de ontwikkelings- en investeringssteun in de landbouwsector;

3° hij beschikt over een advies van het Vestigingscomité dat een praktijkervaring rechtvaardigt overeenkomstig artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering betreffende de ontwikkelings- en investeringssteun in de landbouwsector of artikel 58, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

4° hij beschikt over een praktijkervaring van 3 jaar in hoofdberoep als medewerker, ofwel voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector.

Wanneer de begunstigde een vennootschap of een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid of een rechtspersoon is, wordt het eerste lid, 2°, 3° en 4°, beoordeeld op grond van de kwalificatie of de nuttige ervaring van een persoon die een beheersmacht op de vennootschap of de vereniging zonder rechtspersoonlijkheid of de rechtspersoon heeft.

Art. 11. De steunaanvraag en de betalingsaanvraag zijn subsidiabel indien de begunstigde :

1° op het grondgebied van het Waalse Gewest landbouwgronden exploiteert waarvoor de begunstigde de agromilieuen klimaatsteun vraagt;

2° in de steunaanvraag op de landbouwgronden wijst waarop hij zijn verbintenis uitvoert;

3° geen voorwerp uitmaakt van een intrekking, een weigering of een administratieve sanctie, waarbij het recht op de aangevraagde steun of betaling wordt ingetrokken.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, verklaart de begunstigde dat de aangewezen landbouwgronden niet inbegrepen zijn in een oppervlakte voor ecologische compensatie of in een ecologisch waardevolle oppervlakte die niet overeenstemt met de agromilieu- en klimaatsteun.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt de steun- of betalingsaanvraag als onaanvaardbaar beschouwd voor de landbouwgronden gelegen ofwel :

1° buiten het grondgebied van het Waalse Gewest;

2° in een oppervlakte voor ecologische compensatie;

3° in een ecologisch waardevolle oppervlakte behalve in geval van verenigbaarheid zoals bepaald door de Minister.

Als de begunstigde verschillende methodes op hetzelfde perceel wenst te cumuleren, worden de betrokken nieuwe verbintenissen slechts toegelaten als die cumulatie toegelaten wordt door de Minister in overeenstemming met de Waalse programmering voor landelijke ontwikkeling.

De cumulatie van twee verbintenissen voor dezelfde methodes op dezelfde landbouwgronden is verboden.

HOOFDSTUK V. — *Deskundigenadvies voor de doelgerichte methodes*

Art. 12. § 1. Om de door de Minister bepaalde doelgerichte methodes uit te voeren, vraagt de begunstigde een deskundigenadvies.

Het betaalorgaan wijst de voor het eerste lid bevoegde deskundigen op grond van de door de Minister bepaalde criteria en procedure aan.

Het deskundigenadvies wordt met inachtneming van artikel 28, § 4, van nr. 1305/2013 op een door de Minister bepaalde datum uitgebracht voor de doelgerichte methodes waarvoor een dergelijk advies krachtens een bestek verplicht is.

§ 2. De deskundige kan bij een bijzonder gemotiveerde beslissing zijn advies wijzigen rekening houdende met de agromilieu- en klimaatontwikkeling van de landbouwgrond.

De beslissing wordt door de deskundige aan het betaalorgaan of aan het door hem inzake controle gemachtigde orgaan betekend en ze is toepasselijk op de lopende verbintenis zodra de wijziging door de begunstigde wordt ontvangen.

§ 3. De deskundige kan bij een bijzonder gemotiveerde beslissing zijn advies intrekken rekening houdende met de agromilieu- en klimaatontwikkeling van de landbouwgrond.

De beslissing wordt door de deskundige aan het betaalorgaan of aan het door hem inzake controle gemachtigde orgaan betekend en ze is vanaf 1 januari na de wijziging effectief.<0

Indien deze beslissing door een slecht beheer van de begunstigde wordt gemotiveerd, past het betaalorgaan naar gelang van de ernst, van de persistentie en de omvang van de handelingen die deze intrekking hebben gemotiveerd, de verminderingen van steunen zoals bepaald in artikel 28.

§ 4. Als de fondsen ontoereikend zijn en wanneer artikel 17 wordt toegepast brengt de deskundige geen advies meer voor de betrokken maatregelen.

§ 5. De begunstigde kan volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten en met inachtneming van de artikelen D.17, D.18 en D.57 van het Waalse Landbouwwetboek een beroep indienen tegen de beslissingen betreffende een deskundigenadvies die krachtens artikel 12 zijn genomen.

HOOFDSTUK VI. — *Verbintenissen*

Art. 13. De verbintenissen voor de uitvoering van één of meerdere methodes of submethodes hebben betrekking op de agromilieu- en klimaatelementen tijdens de in artikel 9, § 1, 3°, bedoelde duur van de verbintenis.

Een in artikel 3, tweede lid, bedoelde verbintenis tot toepassing van methode 6, milieuvriendelijk gewas, die volgens de door Minister bepaalde voorwaarden een rotatie mogelijk kan maken, kan elk jaar betrekking hebben op verschillende door de begunstigde aangegeven landbouwgronden voor zover ze een oppervlakte dekt die minstens gelijk is aan die voorzien in zijn steunaanvraag, of in zijn jaarlijkse betalingsaanvraag indien zijn aanvankelijke verbintenis verder reikt.

Art. 14. Overeenkomstig artikel 28, § 3, van 1305/2013 overschrijden de verbintenissen de normen die de basislijn van de verbintenissen vormen.

HOOFDSTUK VII. — *Betaling*

Art. 15. § 1. De agromilieu- en klimaatsteun worden tijdens 5 jaar in jaartranches betaald. De door een jaartranche gedekte periode begint op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft tot 31 december van hetzelfde jaar.

Elke jaartranche wordt verleend aan de begunstigde die zijn overeenstemmende jaarlijkse betalingsaanvraag heeft ingediend voor zover :

1° alle voorwaarden van de verbintenissen nageleefd worden tijdens de door bedoelde tranche gedekte periode;

2° de begunstigde tijdens de periode van zijn verbintenis de in artikel 9, § 1, 1° tot 3°, bedoelde voorwaarden vervult.

§ 2. Overeenkomstig artikel 75, § 1, vierde lid, van nr. 1306/2013 kunnen tussen 16 oktober en 1 december voorschotten verleend worden van ten hoogste 75 % voor de steun in het kader van de plattelandsontwikkeling bedoeld in artikel 67, § 2, van nr. 1306/2013.

Overeenkomstig artikel 75, § 2, van 1306/2013 wordt geen enkele betaling gebonden aan een methode of een geheel van verrichtingen verricht voordat de controles betreffende de subsidiabiliteitscriteria voltooid zijn.

Art. 16. Voor de betaling van agromilieu- en klimaatsteun :

1° wordt elke jaartranche in de periode van 1 december van het kalenderjaar overeenstemmend met de jaartranche tot en met 30 juni van het daaropvolgende kalenderjaar verricht;

2° worden de jaartranches vastgesteld op basis van de betalingsaanvraag die de begunstigde jaarlijks in de verzamelaanvraag indient en van de administratieve controles of ter plaatse, overeenkomstig artikel 24, § 1, van nr. 809/2014;

3° wordt een kennisgeving van het bedrag van de toegekende steun, met vermelding van de berekening van de steun, voor elk jaar gestuurd aan de begunstigde na betaling ervan.

Art. 17. De agromilieu- en klimaatbetalingen worden binnen de perken van het beschikbare begrotingskrediet aan de begunstigde gestort.

Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister beslissen dat de begunstigden geen nieuwe verbintenissen meer voor bepaalde methodes mogen aangaan.

De Minister bepaalt de methodes waarvoor de begunstigde geen nieuwe verbintenissen meer neemt rekening houdende met :

1° de bepaling van de methodes overeenkomstig de Europese wetgevingen, met de kosten en de opbrengst ervan op agromilieu- en klimaatgebied;

2° de mate waarin de doelstellingen die voor de methode zijn vastgelegd in het Waals programma voor landelijke ontwikkeling, gehaald worden.

Wanneer het tweede lid wordt toegepast, informeert het betaalorgaan de begunstigden daarover door de informatie op de portaalsite van het Waalse Gewest te publiceren.

HOOFDSTUK VIII. — *Veranderingen van de verbintenis**Afdeling 1. — Overdracht van bedrijf*

Art. 18. § 1. Overeenkomstig artikel 47, § 2, van nr. 1307/2013 en artikel 8 van nr. 809/2014, kan de overnemer, in geval van overdracht van het geheel of een gedeelte van de bij de verbintenis betrokken landbouwgronden, of in geval van overdracht van het hele bedrijf, de verbintenis van de begunstigde-overdrager voor de resterende looptijd overnemen.

Indien hij beslist de betrokken verbintenis over te nemen, erft de overnemende begunstigde de rechten en plichten van de begunstigde-overdrager wat betreft die verbintenissen.

De begunstigde-overdrager betaalt de steun niet terug voor de periode waarin de verbintenis effectief is geweest, ongeacht de keuze van de overnemer.

§ 2. De overdracht van de landbouwgronden of van het bedrijf wordt schriftelijk door de overnemer en de overdrager aan het betaalorgaan betekend door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd in de zin van artikel D.15 van het Waalse Landbouwwetboek.

Als de overgenomen verbintenis overeenkomstig hoofdstuk 11, afdeling 2, stopgezet wordt, betaalt de overnemer de steun terug die hem is gestort in hoofde van de lopende verbintenis, alsook de betrokken steun die aan de overdrager werd gestort sinds het begin van de door hem aangegeven verbintenis.

§ 3. Een overdracht wordt geacht te hebben plaatsgevonden op de eerste dag van de jaarlijkse periode zoals bedoeld in artikel 15, eerste lid, die volgt op de kennisgeving van de overdracht. De overdragende begunstigde geniet de steun die overeenstemt met de jaarlijkse periode waarin de kennisgeving van de overdracht heeft plaatsgevonden voor zover voldaan werd aan alle ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden en de verbintenissen door hemzelf nagekomen werden.

De overnemer geniet de steun vanaf het jaar van de kennisgeving voor zover de voorwaarden bedoeld in de artikelen 9, § 1, 1°, 2°, 3° en 5°, en 11, door de overnemer vervuld worden en de verbintenissen effectief zijn geweest.

Een overdracht kan via een wijziging zoals bepaald in artikel 6, § 3, uitgevoerd worden. In dit geval wordt de overdracht geacht betekend te zijn gedurende de jaarlijkse periode van die wijziging.

Als de overnemer de voorwaarden niet vervult tijdens de jaarlijkse periode van die kennisgeving zoals bedoeld in het tweede lid, wordt de steun voor de jaarlijkse periode waarin de overdracht heeft plaatsgevonden en in voorkomend geval de voor de voorafgaande periodes gestorte steun verminderd of door de overnemer terugbetaald.

De ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden betreffende de overgedragen verbintenissen worden geverifieerd naar gelang van die verbintenissen, waarbij de methodes waarmee de overnemende begunstigde voor de overdracht heeft ingestemd niet in aanmerking genomen worden in het kader van die verificatie.

§ 4. In geval van grondruil waarvoor een verbintenis is genomen blijft de verbintenis op die landbouwgronden van toepassing. In dit geval deelt de landbouwer die in het proces is gestapt, in het kader van de uitwisselingsovereenkomst het bestaan van die verbintenis die de overnemer zich ertoe verbindt na te leven, mede.

Afdeling 2. — Omzetting van de verbintenis

Art. 19. § 1. De omzetting van een verbintenis in een andere tijdens zijn uitvoeringsperiode wordt door het betaalorgaan toegelaten voor zover de volgende voorwaarden vervuld worden :

1° de aanvraag stemt overeen met de voorwaarden bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, van nr. 807/2014;

2° de aanvraag tot omzetting wordt binnen de door de Minister bepaalde termijn en modaliteiten ingediend;

3° de aangevraagde omzetting is een krachtens § 2 toegelaten omzetting;

4° alle ontvankelijkheidsvoorwaarden van de nieuwe methode worden vervuld;

5° als de omzetting in een nieuwe verbintenis voor een doelgerichte methode bestaat, wordt het deskundigenadvies bedoeld in artikel 12 bij de omzettingsaanvraag gevoegd.

In geval van aanvaarding begint overeenkomstig artikel 14, § 1, tweede lid, van nr. 807/2014, een nieuwe verbintenis van vijf jaar voor de nieuwe uitgevoerde methode of submethode te lopen vanaf het jaar van indiening van de omzettingsaanvraag wordt geen terugbetaling gevorderd voor de sinds het begin van de verbintenis reeds verrichte betalingen.

§ 2. De toegelaten omzettingen worden door de Minister bepaald met inachtneming van artikel 14 van nr. 807/2014 en van het programma voor landelijke ontwikkeling.

Afdeling 3. — Aanpassing

Art. 20. Overeenkomstig artikel 47, § 6, van nr. 1305/2013 en artikel 14 van nr. 807/2014 kunnen de verbintenissen in het licht van de verwezenlijking van de doelstellingen van de oorspronkelijke verbintenis door de Minister tijdens hun uitvoeringsperiode aangepast worden zoals via een wijziging in het bestek als via de verlenging van de duur van de verbintenis op voorwaarde dat het goedgekeurde programma voor plattelandsontwikkeling daarin voorziet overeenkomstig de artikelen 10 en 11 van verordening nr. 1305/2013.

De Minister wordt ertoe gemachtigd om de aanpassingsprocedure aan te vullen en om louter procedurele aanvullende voorwaarden toe te voegen die vereist worden voor de behandeling van aanpassing met inachtneming van de Europese wetgeving.

De begunstigde leeft de aangepaste verbintenis na.

Afdeling 4. — Uitbreiding en vervanging van de verbintenis

Art. 21. § 1. Wanneer een begunstigde het areaal van zijn bedrijf vergroot, of wanneer het areaal waarop de verbintenis betrekking heeft, wordt vergroot, wordt de uitbreiding van de verbintenis toegelaten met inachtneming van artikel 15, § 1, van nr.807/2014.

De verbintenis wordt uitgebreid om de bijkomende oppervlakte te dekken op voorwaarde dat de uitbreidingsvoorwaarde :

- 1° de voorwaarden bedoeld in artikel 15, § 2, van nr. 807/2014 naleeft;
- 2° binnen de door de Minister bepaalde termijnen en modaliteiten ingediend wordt;
- 3° een areaal gelijk aan of kleiner dan 50 % van het oorspronkelijke areaal betreft.

Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, is een areaal gelijk aan of kleiner dan 50 % van het oorspronkelijke areaal wanneer de totale arealen die het voorwerp uitmaken van de uitbreidingsaanvraag, vermeerderd met de totale arealen die vroeger het voorwerp hebben uitgemaakt van een uitbreidingsaanvraag tijdens dezelfde verbintenisperiode, gelijk aan of kleiner zijn dan 50 % van het oorspronkelijke areaal waarop de steunaanvraag wordt toegepast.

In geval van aanvaarding begint de uitbreiding te lopen vanaf het jaar van indiening van de uitbreidingsaanvraag. De begunstigde leeft de uitgebreide verbintenis voor de overblijvende duur van de oorspronkelijke verbintenis na.

Er wordt geen terugbetaling vereist voor de betalingen van de vorige jaren.

§ 2. Wanneer een begunstigde het areaal van zijn bedrijf vergroot, of wanneer het areaal waarop de verbintenis betrekking heeft, in een bedrijf wordt vergroot, wordt de vervanging van de verbintenis door een nieuwe verbintenis toegelaten met inachtneming van artikel 15, §§ 1 en, van nr.807/2014.

De nieuwe verbintenis kan in de plaats treden van de bestaande verbintenis mits :

- 1° de voorwaarden bedoeld in artikel 15, § 3, van nr. 807/2014 nageleefd worden;
- 2° alle ontvankelijkheidsvoorwaarden van de nieuwe methode of submethode zoals bepaald door de Minister worden vervuld;
- 3° het in artikel 12 bedoelde deskundigenadvies in voorkomend geval aangepast en gevoegd wordt bij de vervangingsaanvraag;
- 4° de vervangingsaanvraag binnen de door de Minister bepaalde termijn en modaliteiten wordt ingediend;
- 5° de bij de nieuwe verbintenis betrokken methode of submethode dezelfde is als die betrokken bij de vervangen verbintenis;
- 6° de vervangingsaanvraag geen verbintenis betreft voor een methode waarvoor de vervanging door de Minister verboden is;
- 7° een areaal hoger dan 50 % van het oorspronkelijke areaal betreft.

Voor de toepassing van het tweede lid, 7°, is een areaal hoger dan 50 % van het oorspronkelijke areaal wanneer de totale arealen die het voorwerp uitmaken van de vervangingsaanvraag, vermeerderd met de totale arealen die vroeger het voorwerp hebben uitgemaakt van een uitbreidingsaanvraag tijdens dezelfde verbintenisperiode, hoger zijn dan 50 % van het oorspronkelijke areaal waarop de steunaanvraag wordt toegepast.

In geval van aanvaarding begint een nieuwe verbintenis van vijf jaar voor de nieuwe methode of submethode te lopen vanaf het jaar van indiening van de omzettingsaanvraag en wordt geen terugbetaling gevorderd voor de betalingen van de voorafgaande periodes.

Afdeling 5. — Herziening van de verbintenis

Art. 22. § 1. Overeenkomstig artikel 48, eerste lid, van nr. 1305/2013 en indien de in artikel 14 bedoelde basislijn van de lopende verbintenissen gewijzigd wordt, worden die verbintenissen door het betaalorgaan herzien.

De in het eerst lid bedoelde herziening bestaat in een stopzetting van de verbintenissen indien de basislijn op hetzelfde niveau als het bestek verhoogd wordt.

§ 2. Overeenkomstig artikel 48, tweede lid, van nr. 1305/2013 en indien een verbintenis de lopende Europese programmeringsperiode overschrijdt, wordt de verbintenis door het betaalorgaan herzien om die aan te passen aan het rechkader van de volgende Europese programmeringsperiode. Deze herziening heeft uitwerking op de eerste dag van de volgende programmering.

§ 3. Het betaalorgaan gaat over tot de nodige herzieningen van de lopende verbintenissen om de dubbele financiering van de in artikel 43 van nr. 1307/2013 in geval van wijziging van die praktijken te vermijden.

§ 4. Indien de in §§ 1, 2 of 3 bedoelde herziening van de verbintenis de begunstigde in staat stelt die verbintenis voort te zetten op basis van een gewijzigd bestek worden de bedragen van de gestorte steun op basis van de wijziging van het bestek herzien.

Indien de in §§ 1, 2 of 3 bedoelde herziening van de verbintenis door de begunstigde niet aanvaard wordt, eindigt de verbintenis en wordt geen terugbetaling verlangd voor de periode waarin de verbintenis daadwerkelijk is nagekomen.

§ 5. Het betaalorgaan informeert de begunstigde over de toepassing van de §§ 1, 2 en 3 via de pers of per individueel schrijven.

HOOFDSTUK IX. — *Bedrijfsregister*

Art. 23. De begunstigde houdt een bedrijfsregister zoals bedoeld in artikel 61 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 wanneer hij een niet-doelgerichte methode heeft toegepast.

HOOFDSTUK X. — *Geval van overmacht, uitzonderlijke omstandigheden en duidelijke fout*

Art. 24. De terugbetaling van de ontvangen steun wordt niet verlangd in de gevallen van overmacht en van uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in artikel 2, § 2, van nr. 1306/2013.

In de eventuele gevallen bedoeld in het eerste lid stellen de begunstigde of zijn rechthebbenden er schriftelijk het betaalorgaan van met kennisgeving van de bewijsstukken binnen vijftien werkdagen na de dag waarop hij in staat is het te doen, overeenkomstig artikel 4, § 2, van nr. 640/2014.

In de eventuele gevallen bedoeld in het eerste lid wordt de steun evenredig ingetrokken overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, van nr. 640/2014.

Art. 25. § 1. Overeenkomstig artikel 59, § 6, van nr. 1306/2016 kan de steunaanvraag elk ogenblik na de indiening ervan worden gecorrigeerd in geval van kennelijke fouten die door het betaalorgaan zijn erkend.

§ 2. Artikel 7, § 3, van nr. 809/2014 is van toepassing ten gevolge van een fout van het betaalorgaan of van een door het betaalorgaan gemachtigd orgaan.

Art. 26. Overeenkomstig artikel 47, § 3, van nr. 1305/2013 deelt een begunstigde die zijn verbintenissen geheel of gedeeltelijk niet kan blijven nakomen doordat zijn bedrijf wordt herverkaveld of binnen een ruilverkaveling van overheidswege of een door de bevoegde autoriteiten goedgekeurde ruilverkaveling valt, geeft het betaalorgaan schriftelijk kennis daarvan voor de datum van ingebruikneming.

Het betaalorgaan past zijn verbintenissen aan de nieuwe toestand van het bedrijf in overleg, in voorkomend geval, met het advies wanneer de methode een deskundigenadvies vereist en volgens zijn voorschriften aan.

Het betaalorgaan of, in voorkomend geval, het gemachtigde orgaan geeft de begunstigde kennis van de inhoud van de aangepaste verbintenissen.

Indien de aanpassing onmogelijk is, eindigt de verbintenis. De ontvangen steun wordt terugbetaald behalve de steun betreffende de periode waarin de verbintenis effectief is geweest. Het betaalorgaan betekent het einde van de verbintenis.

HOOFDSTUK XI. — *Controle, vermindering en terugbetaling**Afdeling 1. — Controle*

Art. 27. § 1. Het betaalorgaan, of de instelling waaraan het een deel of het geheel van zijn controleopdrachten delegeert, verifieert de naleving van :

1° de ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden van de steun en de naleving van de verbintenissen die volgens het bestek van de methodes en submethodes uitgevoerd moeten worden;

2° de overeenkomsten gesloten in het kader van de bedoelde methodes, die het sluiten van dergelijke overeenkomsten vereisen.

§ 2. Elke weigering van controle of belemmering ervan door een begunstigde heeft een vermindering of een verlies van de steun van rechtswege als gevolg behalve in geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden.

Aan het einde van de administratieve controles of ter plaatse zijn de verminderings-, weigerings-, intrekings- en sanctieregelingen bepaald in titel II, hoofdstukken III en IV en in titel III van nr. 640/2014 van toepassing voor de berekening van de toegekende steun.

Afdeling 2. — Verlaging en terugbetaling van de steun

Art. 28. § 1. De niet-inachtneming van de bepalingen voorzien of getroffen krachtens dit besluit alsook van de specifieke voorwaarden bepaald in het deskundigenadvies krachtens artikel 12 houdt de toepassing van de verminderingen, weigeringen, intrekkingen en sancties overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van verordening nr. 809/2014.

§ 2. Het gevolg van een niet-naleving wordt door het betaalorgaan bepaald op basis van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde niet-naleving met inachtneming van artikel 35 van nr. 640/2014.

§ 3. De regeling van de verlaging en de weigering van de steun wordt ingedeeld in zeven niveaus die vastgelegd zijn als volgt :

1° niveau 1 : waarschuwing met verplichting tot herstel van het voorwerp waarvoor de verbintenis wordt aangegaan binnen de in de waarschuwing bepaalde termijn door het betaalorgaan of de door hem gemachtigd orgaan;

2° niveau 2 : vermindering van 10 percent op de jaarlijkse betaling voor het landbouwperceel;

3° niveau 3 : vermindering van 50 percent op de jaarlijkse betaling voor het landbouwperceel;

4° Niveau 4 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor het betrokken landbouwperceel;

5° niveau 5 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor bedoelde methode;

6° niveau 6 : jaarlijkse afschaffing van de jaarlijkse betaling voor de betrokken methode, stopzetting van de verbintenis voor bedoelde methode en invordering van de bedragen die sinds het begin van de verbintenis voor bedoelde methode ontvangen werden;

7° Niveau 7 : afschaffing van de methode en invordering van de bedragen die al ontvangen werden sinds het begin van de verbintenis en ontoegankelijkheid van de methode gedurende twee jaar.

§ 4. De Minister is bevoegd om een verlagingrooster op te maken naar gelang van de tekortkomingen.

In behoorlijk gerechtvaardigde gevallen kan het betaalorgaan naar gelang van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde niet-naleving een verlagingniveau lager of hoger dan het niveau bepaald in de verlagingrooster bepalen.

§ 5. Overeenkomstig artikel 35, § 5, van nr. 640/2014 en in geval van een ernstige niet-naleving gelet op de omvang van de gevolgen die ze heeft ten opzichte van de doeleinden van de verbintenissen of niet-nageleefde verplichting wordt de begunstigde van de betrokken methode uitgesloten tijdens het betrokken kalenderjaar en het daaropvolgende kalenderjaar uitgesloten en wordt de steun geweigerd, zelf geheel ingetrokken.

Overeenkomstig artikel 35, § 6, van nr. 640/2014 en wanneer vast komt te staan dat de begunstigde valse informatie heeft verstrekt om bijstand te ontvangen, of verzuimd heeft de nodige informatie te verstrekken, wordt de bijstand geweigerd of volledig ingetrokken. Voorts wordt de begunstigde voor het kalenderjaar van de bevinding en het daaropvolgende kalenderjaar uitgesloten van een methode of soort gelijke verrichting.

§ 6. Als verschillende gevallen van niet-naleving van de voorwaarden voor dezelfde methode of hetzelfde landbouwperceel vastgesteld worden, stemt het niveau van de steunverlaging met het hoogste niveau overeen.

Als de onregelmatigheid zich herhaalt of aanhoudt gedurende dezelfde verbintenisperiode, wordt het niveau van de steunverlaging met twee niveaus verhoogd.

Art. 29. Onverminderd de artikelen 53 tot 56 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, zijn artikel 7 van verordening nr. 809/2014 en de artikelen D.258 tot D.260 van het Waalse Landbouwwetboek van toepassing in geval van niet-verschuldigde betaling.

HOOFDSTUK XII. — *Omzeilingsclausule en strafrechtelijke bepalingen*

Art. 30. Overeenkomstig artikel 60 van nr. 1306/2013 wordt geen van de steunbedragen waarin dit besluit voorziet, toegekend aan landbouwers die kunstmatig de voorwaarden hebben gecreëerd om voor dergelijke steunbedragen of voor de verhoging ervan in aanmerking te komen die niet in overeenstemming zijn met de doelstellingen van dit besluit.

Art. 31. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Waalse Landbouwwetboek.

HOOFDSTUK XIII. — *Machtigingen en afwijkingen*

Art. 32. § 1. De verantwoordelijke van het betaalorgaan of, in geval van afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt :

1° wordt ertoe gemachtigd de uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren i.v.m. de agromilieue klimaatsteun betreffende de agromilieue- en klimaatmethodes;

2° legt elk document ter toelichting van de reglementaire bepalingen ten behoeve van de landbouwers en het stramen van de controleverslagen vast.

§ 2. De Minister :

1° legt de interne procedure vast en bepaalt welke documenten nodig zijn voor de aanvraag van het deskundigenadvies bedoeld in artikel 12;

2° maakt de lijst op van de objectieve criteria op grond waarvan het deskundigenadvies bedoeld in het eerste lid, 1° opgemaakt wordt en legt de lijst aan de leidend ambtenaar van het betaalorgaan over.

HOOFDSTUK XIV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 33. Dit besluit is van toepassing op alle lopende steunaanvragen.

In afwijking van het eerste lid worden onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw :

1° de steun- of betalingsaanvragen ingediend voor het jaar 2015 en die het voorwerp uitmaken van een beroep met uitzondering van de steunaanvragen betreffende een verbintenis die op 1 januari 2015 begint;

2° de betalingsaanvragen die de toekenning van een jaartranche over een periode voorafgaand aan het jaar 2015 beogen.

Art. 34. De landbouwers die ten gevolge van een openbaar onderzoek m.b.t. de Natura 2000-gebieden in aanmerking komen voor een schuldbemiddeling en die voor 30 maart een overeenkomst op basis van een deskundigenadvies hebben ondertekend en die de elementen van het advies van de deskundige sinds 1 januari hebben nageleefd, worden voor 2015 vanaf 1 januari 2015 als subsidiabel voor de steun betreffende de methode 4 "weide met een hoge biologische waarde" beschouwd voor de oppervlakten betrokken bij het deskundigenadvies.

De verbintenis wordt geacht genomen te zijn voor een duur van vijf jaar.

Art. 35. Het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw wordt opgeheven.

Art. 36. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 september 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN